SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 139° — Numero 97

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 28 aprile 1998** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

AVVISO IMPORTANTE

Per informazioni e reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi n. 10 - 00100 Roma, telefoni (06) 85082149/2221.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 16 aprile 1998, n. **116.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di lettere tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese sul riconoscimento dei titoli rilasciati dai licei francesi di Milano e Torino, effettuato a Roma il 4-14 giugno 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare lo scambio di lettere tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese sul riconoscimento dei titoli rilasciati dai licei francesi di Milano e Torino, effettuato a Roma il 4-14 giugno 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di lettere di cui all'articolo 1 dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto nello scambio di lettere stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica ai sensi dell'articolo 86 della Costituzione

MANCINO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

AMBASSADE DE FRANCE
EN ITALIE

L'AMBASSADEUR

Rome, le 4 juin 1996

Michelangelo IACOBUCCI
Directeur général
des Relations culturelles
Ministère des Affaires étrangères
Piazzale della Farnesina
Rome

Monsieur le Directeur général,

Afin d'étendre l'Accord en vigueur pour le lycée *Chateaubriand* de Rome - Annexe 1 à l'Accord culturel entre l'Italie et la France du 4/11/1949 et modification à cette Annexe du 6/11/1984 - a d'autres lycées français en Italie, j'ai l'honneur de vous proposer au nom de mon Gouvernement le présent accord exprimé en six articles :

1. A compter de la session de juin 1994, le lycée *Chateaubriand* de Rome devient centre principal d'examens et centre unique de délibération dont dépendent comme sections détachées le lycée *Stendhal* de Milan et le lycée *Jean Giono* de Turin.

Les élèves des lycées de Milan et de Turin passent les épreuves écrites dans leurs établissements respectifs. Les épreuves orales du premier groupe se déroulent pour les élèves de ces deux etablissements au lycée *Stendhal* de Milan. Les épreuves orales du deuxième groupe (épreuves de rattrapage) ont lieu pour tous les candidats au lycée *Chateaubriand* de Rome où sont proclamés les résultats des examens de tous les candidats, quel que soit leur établissement d'origine.

2. Le diplôme du B*accalauréat* délivré avant l'entrée en vigueur du présent accord par les lycées français *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin n'est valable que pour l'inscription dans les universités et autres établissements d'enseignement superieur italiens a condition que les élèves titulaires de ce diplôme aient subi avec succes l'épreuve écrite et l'épreuve orale de langue et culture italiennes selon les programmes annexes au present accord. Ces épreuves se déroulent devant un jury special nommé à partir de la session de juin 1994, composé de professeurs de chaque lycée et présidé par un représentant du ministère de l'Instruction publique ayant qualité à être nommé président du jury de l'examen de la *Maturità*.

Afin de permettre l'inscription aux universités et aux instituts supérieurs italiens, ces titres doivent être accompagnés d'un certificat délivré par le proviseur du lycée *Chateaubriand* attestant la réussite aux épreuves de langue et culture italiennes citées précédemment.

3. Dans l'attente d'une ratification du présent accord par la voie législative, la Partie italienne autorisera, en prenant les mesures appropriées à partir de l'année universitaire 1995-1996, l'inscription universitaire des élèves italiens qui auront obtenu le *Baccalauréat* dans les conditions décrites ci-dessus dans les lycées français de Milan et de Turin.

4. A la date où le présent accord deviendra pleinement effectif, l'Accord en vigueur pour le lycée *Chateaubriand* de Rome sera intégralement étendu aux lycées français *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin tant en ce qui concerne la nomination des enseignants de langue et culture italiennes, les programmes d'enseignement, les épreuves de l'examen final, qu'en ce qui concerne l'équivalence de plein droit entre le *Baccalauréat* et la *Maturità* italienne telle qu'elle est définie dans l'Accord précité.

5. Le diplôme du *Baccalauréat* délivré par les lycées français *Chateaubriand* de Rome, *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin aux élèves italiens titulaires du *nulla osta* délivré par le ministère italien de l'Instruction publique conformément à l'article 382 du Décret législatif du 16/04/1994 n° 297 se substituant à la loi n° 69 du 15/03/1986, est équivalent à la *Maturità* italienne comme précisé à l'article 4, à condition que parmi les épreuves de l'examen figure l'italien comme langue vivante etrangère.

6. La Partie française assure que le même traitement sera réservé aux éventuels lycées italiens en France qui viendraient à se constituer comme sections détachées du lycée *Léonard de Vinci* de Paris, en se conformant aux mêmes modalités de fonctionnement pédagogique et structurel prévues par le présent accord pour les lycées français *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin.

Si ce qui précède rencontre l'agrément de votre Gouvernement, je vous proposerais que la présente note et votre réponse constituent un Accord entre nos deux Gouvernements, Accord qui entrera en vigueur le jour où les deux Parties se seront notifié que les dispositions requises à cet effet dans chacun des deux Pays ont été prises.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

Jean-Bernard MERIMEE

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE RELAZIONI CULTURALI

Roma, 14 GIU. 1996

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data 4 giugno 1996, il cui testo è il seguente:

"Monsieur le Directeur général,

Afin d'étendre l'Accord en vigueur pour le lycée *Chateaubriand* de Rome - Annexe 1 à l'Accord culturel entre l'Italie et la France du 4.11.1949 et modification à cette Annexe du 6.11.1984 - à d'autres lycées français en Italie, j'ai l'honneur de vous proposer au nom de mon Gouvernement le présent accord exprimé en six articles:

1. A compter de la session de juin 1994, le lycée *Chateaubriand* de Rome devient centre principal d'examens et centre unique de délibération dont dépendent comme sections détachées le lycée *Stendhal* de Milan et le lycée *Jean Giono* de Turin.

Les élèves des lycées de Milan et de Turin passent les épreuves écrites dans leurs etablissements respectifs. Les épreuves orales du premier groupe se déroulent pour les elèves de ces deux établissements au lycée *Stendhal* de Milan. Les épreuves orales du deuxième groupe (épreuves de rattrapage) ont lieu pour tous les candidats au lycée *Chateaubriand* de Rome où sont proclamés les résultats des examens de tous les candidats, quel que soit leur établissement d'origine.

2. Le diplôme du *Baccalauréat* délivré avant l'entrée en vigueur du présent accord par les lycées français *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin n'est valable que pour l'inscription dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur italiens a condition que les élèves titulaires de ce diplôme aient subi avec succès l'épreuve écrite et l'épreuve orale de langue et culture italiennes selon les programmes annexés au présent accord. Ces épreuves se déroulent devant un jury spécial nommé à partir de la session de juin 1994, composé de professeurs de chaque lycée et présidé par un représentant du ministère de l'Instruction publique ayant qualité à être nommé président du jury de l'examen de la *Maturità*.

Afin de permettre l'inscription aux universités et aux instituts supérieurs italiens, ces titres doivent être accompagnés d'un certificat délivré par le proviseur du lycée *Chateaubriand* attestant la réussite aux épreuves de langue et culture italiennes citées precédemment.

3. Dans l'attente d'une ratification du présent accord par la voie législative, la Partie italienne autorisera, en prenant les mesures appropriées à partir de l'année universitaire 1995-1996, l'inscription universitaire des élèves italiens qui auront obtenu le *Baccalauréat* dans les conditions décrites ci-dessus dans les lycées français de Milan et de Turin.

S.E. l'Ambasciatore di Francia
Sig. Jean-Bernard MERIMEE
ROMA

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE RELAZIONI CULTURALI

2.

4. A la date où le présent accord deviendra pleinement effectif, l'Accord en vigueur pour le lycée *Chateaubriand* de Rome sera intégralement étendu aux lycées français *Stendhal* de Milàn et *Jean Giono* de Turin tant en ce qui concerne la nomination des enseignants de langue et culture italiennes, les programmes d'enseignement, les épreuves de l'examen final, qu'en ce qui concerne l'équivalence de plein droit entre le *Baccalauréat* et la *Maturità* italienne telle qu'elle est définie dans l'Accord précité.

5. Le diplôme du *Baccalauréat* délivré par les lycées français *Chateaubriand* de Rome, *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin aux élèves italiens titulaires du nulla osta délivré par le ministère italien de l'Instruction publique conformément à l'article 382 du Décret législatif du 16/04/1994 n° 297 se substituant à la loi n° 69 du 15/03/1986, est equivalent à la *Maturità* italienne comme précisé à l'article 4, à condition que parmi les epreuves de l'examen figure l'italien comme langue vivante étrangère.

6. La Partie française assure que le même traitement sera réservé aux éventuels lycées italiens en France qui viendraient à se constituer comme sections détachées du lycée *Léonard de Vinci* de Paris, en se conformant aux mêmes modalités de fonctionnement pedagogique et structurel prévues par le présent accord pour les lycées français *Stendhal* de Milan et *Jean Giono* de Turin.

Si ce qui precede rencontre l'agrément de votre Gouvernement, je vous proposerais que la présente note et votre réponse constituent un Accord entre nos deux Gouvernements, Accord qui entrera en vigueur le jour où les deux Parties se seront notifié que les dispositions requises à cet effet dans chacun des deux Pays ont été prises.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.""

Ho l'onore di confermarLe che il Governo Italiano è d'accordo su quanto precede e considera pertanto la Sua lettera e la presente risposta un'intesa tra i nostri due Paesi.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Min. Plen. I cl:
Michelangelo Jacobucci

TRADUZIONE NON UFFICIALE

AMBASCIATA DI FRANCIA
IN ITALIA

Roma, 4 giugno 1996

L'Ambasciatore

Michelangelo IACOBUCCI
Direttore generale
delle Relazioni culturali
Ministero degli Affari esteri
Piazzale della Farnesina
Roma

Signor Direttore Generale,

Al fine di estendere l'Accordo in vigore per il liceo Chateaubriand di Roma - Annesso 1 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4.11.1949 e modifica lo stesso Annesso del 6.11.1984 - ad altri licei francesi in Italia, ho l'onore di proporLe a nome del mio Governo il presente accordo espresso in sei articoli:

1. A decorrere dalla sessione di giugno 1994, il liceo Chateaubriand di Roma diviene centro principale di esami e centro unico di deliberazione da cui dipendono in quanto sezioni distaccate il liceo Stendhal di Milano ed il liceo Jean Giono di Torino.

Gli alunni dei licei di Milano e di Torino svolgono le prove per iscritto nei loro rispettivi istituti. Le prove orali del primo gruppo si svolgono, per gli alunni di entrambi gli istituti, al liceo Stendhal di Milano. Le prove orali del secondo gruppo (esami di ricupero) si svolgono per tutti i candidati al liceo Chateaubriand di Roma dove sono proclamati i risultati degli esami di tutti i candidati a prescindere dal loro istituto di origine.

2. Il diploma di Baccalauréat rilasciato, prima dell'entrata in vigore del presente accordo, dai licei francesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino è valido unicamente per l'iscrizione nelle università ed altri istituti d'insegnamento superiore italiani a condizione che gli alunni titolari di questo diploma abbiano superato la prova scritta e la prova orale di lingua e di cultura italiana in conformità ai programmi annessi al presente accordo. Tali prove avranno luogo dinnanzi ad una Commissione speciale nominata dopo la sessione di giugno 1994, composta dai professori di ciascun liceo et presieduta da un rappresentante del Ministero della pubblica istruzione qualificato per la nomina a presidente della Commissione di esame della Maturità.

Per consentire l'iscrizione alle università ed agli istituti superiori italiani, a detti titoli dovrà essere allegato un certificato rilasciato dal preside del liceo Chateaubriand che attesta il buon esito degli esami di lingua e cultura italiana di cui sopra.

3. Nell'attesa della ratifica per via legislativa del presente accordo la Parte italiana adottando gli appropriati provvedimenti a partire dall'anno universitario 1995-1996, autorizzerà l'iscrizione all'Università degli alunni italiani che avranno ottenuto il Baccalauréat alle condizioni sopra descritte nei licei francesi di Milano e di Torino.

4. Alla data in cui il presente accordo diverrà pienamente effettivo, l'Accordo in vigore per il liceo Chateaubriand di Roma sarà integralmente esteso ai licei francesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino per quanto riguarda sia la nomina degli insegnanti di lingua e cultura italiana, i programmi d'insegnamento, le prove dell'esame finale, sia l'equipollenza del diritto pieno tra il Baccalauréat e la Maturità italiana come definita nell'Accordo sopramenzionato.

5. Il diploma di Baccalauréat rilasciato dai licei francesi Chateaubriand di Roma, Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino agli alunni italiani titolari del nulla-osta rilasciato dal Ministero italiano della pubblica istruzione in conformità all'articolo 382 del decreto legislativo del 16.04.1994 n. 297 sostitutivo della legge n. 69 del 15.03.1986, è equipollente alla Maturità italiana come precisato all'articolo 4, a condizione che l'italiano figuri in quanto lingua viva estera fra le prove d'esame.

6. La Parte francese assicura che lo stesso trattamento sarà riservato agli eventuali licei italiani in Francia, costituiti in quanto sezioni distaccate del liceo Leonardo da Vinci di Parigi, secondo le medesime modalità operative pedagogiche e culturali previste dal presente accordo per i licei francesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino.

Qualora il suo Governo concordi con quanto sopra esposto, ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la Sua lettera di risposta costituiscano un Accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui entrambe le Parti si saranno notificate che i provvedimenti richiesti a tal fine in ciascuno dei due Paesi sono stati adottati.

Voglia gradire, Signor Direttore generale, i sensi della mia più alta considerazione.

Jean-Bernard MERIMEE

Ministero degli Affari Esteri
Il Direttore Generale
delle Relazioni Culturali

Roma, 14 giugno 1996

Eccellenza,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data 4 giugno 1996, il cui testo è il seguente:

«Signor Direttore Generale,

Al fine di estendere l'Accordo in vigore per il liceo Chateaubriand di Roma - Annesso 1 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4.11.1949 e modifica lo stesso Annesso del 6.11.1984 - ad altri licei francesi in Italia, ho l'onore di proporLe a nome del mio Governo il presente accordo espresso in sei articoli:

1. A decorrere dalla sessione di giugno 1994, il liceo Chateaubriand di Roma diviene centro principale di esami e centro unico di deliberazione da cui dipendono in quanto sezioni distaccate il liceo Stendhal di Milano ed il liceo Jean Giono di Torino.

Gli alunni dei licei di Milano e di Torino svolgono le prove per iscritto nei loro rispettivi istituti. Le prove orali del primo gruppo si svolgono, per gli alunni di entrambi gli istituti, al liceo Stendhal di Milano. Le prove orali del secondo gruppo (esami di ricupero) si svolgono per tutti i candidati al liceo Chateaubriand di Roma dove sono proclamati i risultati degli esami di tutti i candidati a prescindere dal loro istituto di origine.

2. Il diploma di Baccalauréat rilasciato, prima dell'entrata in vigore del presente accordo, dai licei fancesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino è valido unicamente per l'iscrizione nelle università ed altri istituti d'insegnamento superiore italiani a condizione che gli alunni titolari di questo diploma abbiano superato la prova scritta e la prova orale di lingua e di cultura italiana in conformità ai programmi annessi al presente accordo. Tali prove avranno luogo dinnanzi ad una Commissione speciale nominata dopo la sessione di giugno 1994, composta dai professori di ciascun liceo et presieduta da un rappresentante del Ministero della pubblica istruzione qualificato per la nomina a presidente della Commissione di esame della Maturità.

Per consentire l'iscrizione alle università ed agli istituti superiori italiani, a detti titoli dovrà essere allegato un certificato rilasciato dal preside del liceo Chateaubriand che attesta il buon esito degli esami di lingua e cultura italiana di cui sopra.

3. Nell'attesa della ratifica per via legislativa del presente accordo la Parte italiana adottando gli appropriati provvedimenti a partire dall'anno universitario 1995-1996, autorizzerà l'iscrizione all'Università degli alunni italiani che avranno ottenuto il Baccalauréat alle condizioni sopra descritte nei licei francesi di Milano e di Torino.

4. Alla data in cui il presente accordo diverrà pienamente effettivo, l'Accordo in vigore per il liceo Chateaubriand di Roma sarà integralmente esteso ai licei francesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino per quanto riguarda sia la nomina degli insegnanti di lingua e cultura italiana, i programmi d'insegnamento, le prove dell'esame finale, sia l'equipollenza del diritto pieno tra il Baccalauréat e la Maturità italiana come definita nell'Accordo sopramenzionato.

5. Il diploma di Baccalauréat rilasciato dai licei francesi Chateaubriand di Roma, Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino agli alunni italiani titolari del nulla-osta rilasciato dal Ministero italiano della pubblica istruzione in conformità all'articolo 382 del decreto legislativo del 16.04.1994 n. 297 sostitutivo della legge n. 69 del 15.03.1986, è equipollente alla Maturità italiana come precisato all'articolo 4, a condizione che l'italiano figuri in quanto lingua viva estera fra le prove d'esame.

6. La Parte francese assicura che lo stesso trattamento sarà riservato agli eventuali licei italiani in Francia, costituiti in quanto sezioni distaccate del liceo Leonardo da Vinci di Parigi, secondo le medesime modalità operative pedagogiche e culturali previste dal presente accordo per i licei francesi Stendhal di Milano e Jean Giono di Torino.

Qualora il suo Governo concordi con quanto sopra esposto, ho l'onore di proporLe che la presente lettera e la Sua lettera di risposta costituiscano un Accordo tra i nostri due Governi, che entrerà in vigore il giorno in cui entrambe le Parti si saranno notificate che i provvedimenti richiesti a tal fine in ciascuno dei due Paesi sono stati adottati.

Voglia gradire, Signor Direttore generale, i sensi della mia più alta considerazione».

Ho l'onore di confermarLe che il Governo italiano è d'accordo su quanto precede e considera pertanto la Sua lettera e la presente risposta un'intesa tra i nostri due Paesi.

Voglia gradire Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Min. Plen. I cl:
Michelangelo Jacobucci

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 3025):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 23 gennaio 1997.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 febbraio 1997, con pareri delle commissioni I, V e VII.

Esaminato dalla III commissione il 24 luglio 1997.

Esaminato in aula il 29 settembre 1997 e approvato il 30 ottobre 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2860):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 novembre 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª e 7ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 26 marzo 1998.

Relazione scritta annunciata il 2 aprile 1998 (atto n. 2860/*A* - relatore sen. CORRAO).

Esaminato in aula e approvato il 7 aprile 1998.

98G0166

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 marzo 1998.

Soppressione ed accorpamento all'ufficio del giudice di pace di Colle Sannita degli uffici e del giudice di pace di Morcone e San Bartolomeo in Galdo.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 21 novembre 1991, n. 374, concernente «Istituzione del giudice di pace»;

Visto il decreto ministeriale 3 luglio 1992, registrato alla Corte dei conti il 24 dicembre 1992 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 34 dell'11 febbraio 1993, con il quale sono state determinate le sedi degli uffici del giudice di pace del distretto di corte di appello di Napoli;

Vista la nota del 21 febbraio 1997, con la quale il giudice di pace di Colle Sannita ha rappresentato l'opportunità di una iniziativa ministeriale diretta all'accorpamento presso la sede di Colle Sannita degli uffici del giudice di pace di Colle Sannita, Marcone e San Bartolomeo in Galdo, in considerazione del rispettivo modesto carico di lavoro;

Visto il pare favorevole espresso al riguardo dal Consiglio giudiziario presso la corte di appello di Napoli nella seduta del 21 aprile 1997;

Rilevato preliminarmente che la proposta, concernente uffici tra loro contigui e con un bacino di utenza complessivo di poco inferiore ai 40.000 abitanti, è conforme ai criteri stabiliti in materia di accorpamento degli uffici del giudice di pace dall'art. 2, comma 3, della citata legge n. 374/1991;

Considerato, inoltre, che l'indagine comparativa circa i carichi di lavoro degli omologhi uffici del distretto, svolta mediante il raffronto del rapporto esistente tra i relativi bacini di utenza ed i procedimenti sopravvenuti dall'inizio del funzionamento, ha evidenziato per gli uffici in questione indici estremamente modesti, confermando l'opportunità di procedere all'accorpamento degli stessi;

Ritenuto che il concentramento degli uffici in oggetto presso un'unica sede consentirebbe uno snellimento dell'attività giudiziaria ed un più razionale sfruttamento delle risorse umane e strumentali disponibili, con notevoli vantaggi per la pubblica amministrazione e per l'efficienza stessa del servizio giudiziario;

Considerato che la collocazione geografica ottimale all'interno del territorio interessato e l'esistenza di locali di recente costruzione di proprietà dell'amministrazione giudiziaria, predisposti ai collegamenti informatici e conformi alle norme in materia di barriere architettoniche ed antincendio, rendono opportuno individuare quale sede accorpante l'ufficio del giudice di pace di Colle Sannita, in conformità dei criteri di economicità che devono ispirare l'azione della pubblica amministrazione;

Ritenuto che il presente provvedimento non arreca pregiudizio alla popolazione interessata, giacché il disagio determinato dalla limitata distanza chilometrica tra i comuni compresi nel territorio appare senz'altro compensato dalla migliore situazione logistica della sede di Colle Sannita, facilmente raggiungibile, in quanto ubicata su strada nazionale, e dotata di servizi anche per l'utenza;

Visto il parere espresso dal Consiglio dell'ordine forense di Benevento nella seduta del 18 settembre 1997, favorevole all'accorpamento in considerazione del modesto contenzioso pendente presso gli uffici, delle migliori strutture esistenti presso la sede di Colle Sannita e della posizione geografica baricentrica di quest'ultima sede, che consente agevoli collegamento nell'ambito del territorio interessato;

Sentiti, ai sensi del citato art. 2, comma 3, della legge n. 372/1991, i pareri dei comuni interessati;

In conformità del parere espresso al riguardo dal Consiglio superiore della Magistratura nella seduta del 9 gennaio 1998;

Su proposta del Minsitro di grazia e giustizia;

Decreta:

Nell'ambito del distretto di corte di appello di Napoli, a decorrere dal novantesimo giorno successivo alla pubblicazione del presente decreto nel *Gazzetta Ufficiale*, gli uffici del giudice di pace di Morcone e San Bartolomeo in Galdo sono soppressi ed i comuni costituenti il relativo territorio sono aggregati all'ufficio del giudice di pace di Colle Sannita.

Roma, addì 2 marzo 1998

SCÀLFARO

FLICK, *Ministro di grazia e giustizia*

Registrato alla Corte dei conti il 6 aprile 1998
Registro n. 1 Grazia e giusizia, foglio n. 61

98A3379

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Sant'Antimo.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Sant'Antimo (Napoli), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 16 novembre 1997, è composto dal sindaco e da trenta membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni contestuali rassegnate da sedici consiglieri, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, così come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione e allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Sant'Antimo (Napoli) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Gabriella D'Orso è nominata commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Sant'Antimo (Napoli) rinnovato nelle consultazioni elettorali del 16 novembre 1997, composto dal sindaco e da trenta consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate, con documento assunto al protocollo dell'ente il giorno 20 marzo 1998, da sedici membri del corpo consiliare.

Le dimissioni contestuali della metà più uno dei consiglieri hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Il prefetto di Napoli, pertanto, ritenendo essersi verificata l'ipotesi prevista dall'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127, ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 009601/Gab./EE.LL. del 21 marzo 1998, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Sant'Antimo (Napoli) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Gabriella D'Orso.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3451

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Sona.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995 sono stati eletti il consiglio comunale di Sona (Verona) ed il sindaco nella persona del sig. Franco Conti;

Considerato che, in data 14 marzo 1998, il predetto amministratore è deceduto;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 21, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Il consiglio comunale di Sona (Verona) è sciolto.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Sona (Verona) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Franco Conti.

In data 16 marzo 1998 è stato comunicato il decesso del citato amministratore, avvenuto il 14 marzo 1998.

Si è configurata, pertanto, una delle fattispecie previste dall'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, in base al quale il decesso del sindaco costituisce presupposto per lo scioglimento del consiglio comunale.

Per quanto esposto si ritiene che, ai sensi dell'art. 20 della legge 25 marzo 1993, n. 81, e del successivo art. 21, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Sona (Verona).

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3452

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Ortacesus.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995 sono stati eletti il consiglio comunale di Ortacesus (Cagliari) ed il sindaco nella persona del sig. Vincenzo Porceddu;

Considerato che, in data 15 marzo 1998, il predetto amministratore è deceduto;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 21, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Il consiglio comunale di Ortacesus (Cagliari) è sciolto.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Ortacesus (Cagliari) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Vincenzo Porceddu.

Il citato amministratore, in data 15 marzo 1998, è deceduto.

Si è configurata, pertanto, una delle fattispecie previste dall'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, in base al quale il decesso del sindaco costituisce presupposto per lo scioglimento del consiglio comunale.

Per quanto esposto si ritiene che, ai sensi dell'art. 20 della legge 25 marzo 1993, n. 81, e del successivo art. 21, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Ortacesus (Cagliari).

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3453

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Sarego.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 12 giugno 1994 sono stati eletti il consiglio comunale di Sarego (Vicenza) ed il sindaco nella persona del sig. Giuseppe Scandola;

Considerato che, in data 26 febbraio 1998, il predetto amministratore ha rassegnato le dimissioni dalla carica e che le stesse sono divenute irrevocabili ai sensi dell'art. 20, comma 3, della legge 25 marzo 1993, n. 81;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 21, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Il consiglio comunale di Sarego (Vicenza) è sciolto.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Sarego (Vicenza) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 12 giugno 1994, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Giuseppe Scandola.

Il citato amministratore, in data 26 febbraio 1998, ha rassegnato le dimissioni dalla carica e le stesse, decorsi venti giorni dalla data di presentazione al consiglio, sono divenute irrevocabili, ai sensi dell'art. 20, comma 3, della legge 25 marzo 1993, n. 81.

Si è configurata, pertanto, una delle fattispecie previste dall'art. 20, comma 1, della legge 25 marzo 1993, n. 81, in base al quale alle dimissioni del sindaco conseguono la decadenza della giunta e lo scioglimento del consiglio comunale.

Per quanto esposto si ritiene che, ai sensi dell'art. 20 della legge 25 marzo 1993, n. 81, e del successivo art. 21, che ha sostituito l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 1, della legge 8 giugno 1990, n. 142, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Sarego (Vicenza).

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3454

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Calvignasco.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Calvignasco (Milano), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, è composto dal sindaco e da dodici membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni contestuali rassegnate da sette consiglieri, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, così come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Calvignasco (Milano) è sciolto.

Art. 2.

Il rag. Mario Ombrosi è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Nel consiglio comunale di Calvignasco (Milano), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, composto dal sindaco e da dodici consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate, in data 19 marzo 1998, da sette membri del corpo consiliare.

Le dimissioni contestuali della metà più uno dei consiglieri hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Il prefetto di Milano, pertanto, ritenendo essersi verificata l'ipotesi prevista dall'art. 39, comma 1, lettera *b)* n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127, ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 13.4/09702237/Gab. del 19 marzo 1998, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Calvignasco (Milano) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona del rag. Mario Ombrosi.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3455

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 aprile 1998.

Scioglimento del consiglio comunale di Balocco.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Balocco (Vercelli), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, è composto dal sindaco e da dodici membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni rassegnate da sette consiglieri, con atti separati contemporaneamente presentati al protocollo dell'ente, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, così come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Balocco (Vercelli) è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Alfredo Nappi è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 16 aprile 1998

Il Presidente del Senato della Repubblica nell'esercizio delle funzioni del Presidente della Repubblica, ai sensi dell'art. 86 della Costituzione

MANCINO

NAPOLITANO, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Nel consiglio comunale di Balocco (Vercelli), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 23 aprile 1995, composto dal sindaco e da dodici consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate, in data 19 marzo 1998, da sette membri del corpo consiliare.

Le citate dimissioni, rese con atti separati contemporaneamente presentati al protocollo, dell'ente, della metà più uno dei consiglieri, hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Il prefetto di Vercelli, pertanto, ritenendo essersi verificata l'ipotesi prevista dall'art. 39, comma 1, lettera *b)*, n. 2, della legge 8 giugno 1990, n. 142, come sostituito dal comma 2 dell'art. 5 della legge 15 maggio 1997, n. 127, ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 767.13-1/Gab. del 20 marzo 1998, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Balocco (Vercelli) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona del dott. Alfredo Nappi.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro dell'interno: NAPOLITANO

98A3456

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELL'INTERNO

DECRETO 2 aprile 1998, n. 117.

Regolamento recante i criteri per la ripartizione del corpo elettorale in sezioni.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto l'articolo 55, commi 6 e 7, della legge 27 dicembre 1997, n. 449, recante: «Misure per la stabilizzazione della finanza pubblica»;

Visto l'articolo 34 del testo unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta e la revisione delle liste elettorali, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223, come modificato dall'articolo 55, comma 6, della legge n. 449/1997 soprarichiamata, nonché gli articoli 35, 38 e 53 del testo unico n. 223/1967;

Visto l'articolo 17, comma 50, della legge 15 maggio 1997, n. 127;

Ritenuto di dover provvedere a fissare i criteri per una nuova ripartizione del corpo elettorale in sezioni, al fine di adeguare il numero degli iscritti delle singole sezioni ai limiti, minimi e massimi, fissati dalla nuova normativa e di addivenire ad una riduzione del 30% di tutte le sezioni elettorali con riferimento all'intero corpo elettorale;

Visto l'articolo 17, commi 3 e 4, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Udito il parere n. 37/98 del Consiglio di Stato - Sezione consultiva per gli atti normativi, espresso nell'adunanza del 9 marzo 1998;

Vista la comunicazione al Presidente del Consiglio dei Ministri, a norma dell'articolo 17, comma 3, della citata legge n. 400/1988 (nota n. 09801547 del 20 marzo 1998);

ADOTTA

il seguente regolamento:

Art. 1.

1. Ai sensi dell'articolo 34, comma 2, del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223, come modificato dall'articolo 55, comma 6, della legge 27 dicembre 1997, n. 449, ogni comune è diviso in sezioni elettorali aventi, di regola, un numero di iscritti non superiore a 1.200, né inferiore a 500.

2. Ai fini di cui al comma 1, nonché allo scopo di perseguire la riduzione del 30 per cento delle sezioni elettorali prevista dall'articolo 55, comma 7, della legge 27 dicembre 1997, n. 449, gli uffici elettorali comunali, nel rispetto dei criteri individuati dal presente decreto e in conformità all'opera di coordinamento degli uffici elettorali provinciali, predispongono proposte di ridistribuzione del corpo elettorale da sottoporre alle commissioni elettorali comunali.

3. Le proposte di cui al comma 2 sono comunicate agli uffici elettorali provinciali entro il 10 settembre 1998, affinché verifichino che, a livello provinciale, la riduzione del numero delle sezioni tenda a raggiungere complessivamente almeno il 30 per cento del totale delle sezioni costituite al 30 giugno 1998.

4. Gli uffici elettorali provinciali, entro il 17 settembre 1998, comunicano, per ogni singolo comune della provincia, il numero delle sezioni elettorali ottenuto a seguito della riduzione alla Direzione generale dell'Amministrazione civile - Direzione centrale per i servizi elettorali, che accerta, a norma dell'articolo 55, commi 6 e 7, della legge 27 dicembre 1997, n. 449, la conformità delle modifiche agli obiettivi del perseguimento della riduzione del 30 per cento delle sezioni elettorali con riferimento all'intero corpo elettorale.

Art. 2.

1. La riduzione del numero delle sezioni deve comportare, per ciascun comune, un numero medio di elettori per sezione non inferiore a:

a) 750 elettori nei comuni da 2.001 a 40.000 abitanti;

b) 825 elettori nei comuni da 40.001 a 500.000 abitanti;

c) 900 elettori nei comuni con più di 500.001 abitanti.

2. Salvo che particolari, comprovate condizioni di lontananza o di viabilità rendano difficile l'esercizio del diritto di voto, nei comuni con popolazione inferiore a 1.200 abitanti viene costituita una sola sezione, mentre nei comuni con popolazione da 1.201 a 2.000 abitanti il corpo elettorale è ripartito in due sezioni.

Art. 3.

1. La riduzione del numero delle sezioni dovrà essere conseguita preferibilmente con l'accorpamento delle sezioni già ubicate nel medesimo fabbricato.

2. Qualora vi siano due sezioni ubicate nel medesimo fabbricato, aventi complessivamente non più di 1.200 elettori, si provvede a costituire un'unica sezione.

3. Qualora nel medesimo fabbricato siano già ubicate più di due sezioni, queste sono accorpate in modo tale da assegnare a ciascuna sezione, mediamente, circa 1.000 elettori, salvo quanto previsto dai commi 1 e 2 dell'articolo 4.

Art. 4.

1. Le sezioni aventi sede in zone di notevole densità demografica e sufficiente viabilità, hanno, di regola, un numero di elettori per sezione non inferiore a 1.000.

2. Può derogarsi al limite massimo di 1.200 elettori per sezione nei quartieri a maggiore densità abitativa dei comuni capoluogo di provincia, nonché in tutti i casi in cui, in relazione ad esigenze locali, lo si ritenga necessario od opportuno, anche al fine di ottenere la riduzione numerica delle sezioni prevista dal presente decreto.

3. Il numero di iscritti in una sezione può essere inferiore a 500, oltre che nei comuni aventi meno di 500 elettori, in casi eccezionali di comprovate difficoltà nell'esercizio del diritto di voto dovute a notevole distanza tra abitazioni e seggi od in presenza di viabilità assolutamente inadeguata.

Art. 5.

1. La delimitazione territoriale di ciascuna sezione deve essere ricompresa interamente nell'ambito di un unico collegio uninominale, rispettivamente, per l'elezione della Camera dei deputati, del Senato della Repubblica, del consiglio provinciale, nonché di un'unica circoscrizione di decentramento comunale.

2. In applicazione dell'articolo 17, comma 50, della legge 15 maggio 1997, n. 127, nel rideterminare il numero delle sezioni, dovrà prevedersi la loro localizzazione, nella misura massima possibile, in edifici non scolastici.

Art. 6.

1. Sulla base delle proposte di cui all'articolo 1, le commissioni elettorali comunali, entro il 10 ottobre 1998, provvedono alla deliberazione prevista dall'articolo 35 del testo unico 20 marzo 1967, n. 223, ed a tutti gli ulteriori adempimenti previsti dalla legge per la revisione semestrale delle liste elettorali.

Art. 7.

1. Qualora le commissioni elettorali circondariali, nell'esercizio delle funzioni di cui all'articolo 40 del testo unico 20 marzo 1967, n. 223, accertino la non conformità alla legge 27 dicembre 1997, n. 449, ed al presente decreto delle deliberazioni adottate ai sensi dell'articolo 6, rinviano gli atti alle commissioni elettorali comunali affinché provvedano, secondo le procedure di cui agli articoli precedenti, ad effettuare la riduzione del numero delle sezioni in occasione della revisione semestrale immediatamente successiva.

2. Nel caso previsto al comma 1, restano ferme le disposizioni di cui agli articoli 29 e 30 del testo unico 20 marzo 1967, n. 223, relative alle variazioni da apportarsi alle liste elettorali con la revisione semestrale in corso.

Art. 8.

1. Successivamente alla riduzione del numero delle sezioni elettorali prevista dal presente decreto, il conseguente adeguamento degli iscritti nell'albo delle persone idonee all'ufficio di scrutatore, di cui all'articolo 1 della legge 8 marzo 1989, n. 95, si attua provvedendo alla sostituzione delle persone cancellate solo quando l'albo stesso conterrà un numero di elettori inferiore a quello prescritto dalla suddetta legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Roma, 2 aprile 1998

Il Ministro: NAPOLITANO

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK
Registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1998
Registro n. 1 Interno, foglio n. 203

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Note all'art. 1:

— Il testo vigente dell'art. 34 del decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223 (Approvazione del testo unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta e la revisione delle liste elettorali), come modificato dall'art. 55, comma 6, della legge 27 dicembre 1997, n. 449 (Misure per la stabilizzazione della finanza pubblica), è il seguente:

«Art. 34. — Ogni comune è diviso in sezioni elettorali.

La divisione in sezioni è fatta indistintamente per iscritti di sesso maschile e femminile ed in modo che in ogni sezione il numero di iscritti non sia di regola superiore a 1.200, né inferiore a 500.

Quando particolari condizioni di lontananza e viabilità rendono difficile l'esercizio del diritto elettorale, si possono costituire sezioni con numero di iscritti, di regola, non inferiore a 50.

Con decreto del Ministro dell'interno sono fissati i criteri per la ripartizione del corpo elettorale in sezioni».

— Si riporta il comma 7 dell'art. 55 della legge 27 dicembre 1997, n. 449 (Misure per la stabilizzazione della finanza pubblica):

«7. Il decreto del Ministro dell'interno di cui all'art. 34 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223, come modificato dal comma 6 del presente articolo, è inteso, tra l'altro, a perseguire la riduzione del 30 per cento di tutte le sezioni elettorali con riferimento all'intero corpo elettorale, da effettuarsi in occasione della prima revisione semestrale delle liste elettorali utile».

Nota all'art. 5:

— Si riporta il comma 50 dell'art. 17 della legge 15 maggio 1997, n. 127 (Misure urgenti per lo snellimento dell'attività amministrativa e dei procedimenti di decisione e di controllo):

«50. I comuni possono rideterminare attraverso accorpamenti il numero e la localizzazione delle sezioni elettorali, e possono prevederne l'ubicazione in edifici pubblici anche non scolastici».

Nota all'art. 6:

— Si riporta l'art. 35 del decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223 (Approvazione del testo unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta e la revisione delle liste elettorali):

«Art. 35. — Entro il 10 aprile e il 10 ottobre di ciascun anno, la commissione elettorale comunale, dopo aver compiuto gli adempimenti di cui all'art. 16, provvede, con un'unica deliberazione, alla revisione della ripartizione del comune in sezioni elettorali, della circoscrizione delle sezioni e del luogo di riunione di ciascuna di esse e dell'assegnazione degli iscritti alle singole sezioni, nonché alla revisione delle liste per le sezioni già esistenti ed alla compilazione delle liste delle persone iscritte per ogni nuova sezione».

Note all'art. 7:

— Si riporta l'art. 40 del decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223 (Approvazione del testo unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta e la revisione delle liste elettorali):

«Art. 40. — Entro il 10 giugno e il 10 dicembre la commissione circondariale decide sui reclami, approva le nuove liste di sezione e le variazioni a quelle delle sezioni preesistenti, tenendo conto delle decisioni adottate ai sensi dell'art. 29, e autentica le liste, attestando in calce a ciascuna di esse il numero degli iscritti che vi sono compresi, dopo aver riportato sopra i due esemplari delle liste relative alle sezioni preesistenti, depositati presso di essa, le variazioni già approvate.

Il presidente vidima ciascun foglio con la propria firma e il bollo della commissione.

I due esemplari delle liste di sezione restano depositati nell'ufficio della commissione elettorale circondariale.

Le decisioni della commissione circondariale sono comunicate, entro lo stesso termine di cui sopra, alla commissione comunale che apporta all'altro esemplare delle liste le conseguenti variazioni.

Entro quindici giorni dalla comunicazione, il sindaco notifica agli interessati le decisioni della commissione sui reclami proposti.

La commissione circondariale, qualora accerti, di ufficio o su denunzia degli interessati, l'esistenza di errori materiali di scritturazione od omissioni di nomi di cittadini regolarmente iscritti nelle liste generali, può apportare le occorrenti variazioni alle liste di sezione fino al secondo giorno antecedente a quello delle elezioni, dandone immediata notizia al sindaco che provvede ad informarne tempestivamente i presidenti delle singole sezioni».

— Si trascrive il testo degli articoli 29 e 30 del decreto del Presidente della Repubblica 20 marzo 1967, n. 223 (Approvazione del testo unico delle leggi per la disciplina dell'elettorato attivo e per la tenuta e la revisione delle liste elettorali):

«Art. 29. — La commissione elettorale circondariale:

1) esamina le operazioni compiute dalla commissione comunale e decide sui ricorsi presentati contro di esse;

2) cancella dagli elenchi formati dalla commissione comunale i cittadini indebitamente proposti per la iscrizione o per la cancellazione, anche quando non vi sia reclamo;

3) decide sulle domande d'iscrizione o di cancellazione che possono esserle pervenute direttamente.

La commissione, prima di iscrivere, su domanda o di ufficio, coloro che da nuovi documenti risultino in possesso dei requisiti necessari, deve sempre richiedere il certificato del casellario giudiziale.

La commissione si raduna entro i cinque giorni successivi a quello nel quale ha ricevuto gli atti.

I ricorsi presentati, a termini dell'ultimo comma dell'art. 20, dai cittadini residenti all'estero sono decisi dalla commissione elettorale circondariale nella prima riunione dopo la loro ricezione e le conseguenti eventuali variazioni alle liste elettorali sono effettuate in occasione delle operazioni previste dall'art. 32».

«Art. 30. — Entro il 10 giugno e il 10 dicembre, la commissione elettorale circondariale deve avere provveduto alla approvazione degli elenchi e alle relative variazioni da effettuare sull'esemplare delle liste generali depositate presso la commissione stessa. Nei medesimi termini gli elenchi devono essere restituiti al comune insieme con tutti i documenti. Il segretario comunale ne invia immediatamente ricevuta al presidente della commissione.

Nei dieci giorni successivi la commissione elettorale comunale, con l'assistenza del segretario, apporta, in conformità degli elenchi approvati, le conseguenti variazioni alle liste generali, aggiungendo i nomi compresi nell'elenco dei nuovi iscritti ed eliminando i nomi di quelli compresi nell'elenco dei cancellati.

Delle rettificazioni eseguite viene redatto verbale che, firmato dal presidente della commissione elettorale comunale e dal segretario, è immediatamente trasmesso al prefetto, al procuratore della Repubblica presso il tribunale competente per territorio ed al presidente della commissione elettorale circondariale.

Entro lo stesso termine di cui al secondo comma, le decisioni della commissione elettorale circondariale sono, a cura del sindaco, notificate, con le modalità di cui all'ultimo comma dell'art. 19, ai cittadini cancellati dalle liste o la cui domanda o proposta di iscrizione non sia stata accolta.

Le liste rettificate, insieme con gli elenchi approvati, debbono rimanere depositate nella segreteria comunale rispettivamente dal 21 al 30 giugno e dal 21 al 31 dicembre, ed ogni cittadino ha diritto di prenderne visione. Dell'avvenuto deposito il sindaco dà pubblico avviso.

Tale pubblicazione tiene luogo di notificazione nei confronti dei cittadini iscritti dalla commissione elettorale circondariale nelle liste elettorali».

Nota all'art. 8:

— Si riporta l'art. 1 della legge 8 marzo 1989, n. 95 (Norme per l'istituzione dell'albo e per il sorteggio delle persone idonee all'ufficio di scrutatore di seggio elettorale e modifica dell'art. 53 del testo unico delle leggi per la composizione e la elezione degli organi delle amministrazioni comunali, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 16 maggio 1960, n. 570), così come modificato dall'art. 3 della legge 21 marzo 1990, n. 53 (Misure urgenti atte a garantire maggiore efficienza al procedimento elettorale):

«Art. 1. — 1. In ogni comune della Repubblica è istituito, entro centoventi giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, l'albo delle persone idonee all'ufficio di scrutatore di seggio elettorale, comprendente un numero di nominativi quattro volte superiore al numero complessivo di scrutatori da nominare nel comune.

2. La inclusione nel predetto albo è subordinata al possesso dei seguenti requisiti:

a) essere elettore del comune;

b) non aver superato il settantesimo anno di età;

c) essere in possesso almeno del titolo di studio della scuola dell'obbligo».

98G0165

DECRETO 8 aprile 1998.

Approvazione dei modelli di certificazione di province, comuni e comunità montane per la dimostrazione del tasso di copertura dei costi dei servizi a domanda individuale, del servizio nettezza urbana e del servizio acquedotto per gli anni 1997, 1998 e 1999.

IL MINISTRO DELL'INTERNO

Visto l'art. 45 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, come modificato dall'art. 19 del decreto legislativo 15 settembre 1997, n. 342, il quale ai commi 4 e 8-*bis*, dispone che gli enti locali in condizione strutturalmente deficitarie, quelli che non hanno approvato nei termini di legge il rendiconto della gestione o non hanno prodotto il certificato sul rendiconto della gestione con l'annessa tabella dei parametri e gli enti dissestati sono sottoposti ai controlli centrali in materia di copertura del costo di alcuni servizi;

Visto l'art. 45 del citato decreto legislativo n. 504 del 1992 e successive modifiche, il quale al comma 6 rimanda ad apposito decreto del Ministro dell'interno, sentita la Conferenza Stato-città ed autonomie locali la fissazione dei tempi e delle modalità per la presentazione ed il controllo della certificazione di cui al precedente comma 4 del medesimo articolo;

Visti i precedenti decreti ministeriali 27 luglio 1994 e 20 febbraio 1995, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana - serie generale - rispettivamente, n. 182 del 5 agosto 1994 e n. 61 del 14 marzo 1995, con i quali sono state fissate le modalità della certificazione di che trattasi, valide per il triennio 1994-1996;

Ravvisata la necessità di approvare i modelli delle predette certificazioni per il triennio 1997-1999, nonché di individuare i termini di presentazione degli stessi;

Visto il parere favorevole espresso dalla Conferenza Stato-città ed autonomie locali nella seduta del 25 marzo 1998;

Visti i precedenti decreti in data 5 agosto 1992 ed in data 15 marzo 1994 concernenti la delega alle prefetture della Repubblica delle funzioni di controllo delle certificazioni per la dimostrazione del tasso di copertura dei costi di alcuni servizi degli enti locali e di irrogazione delle sanzioni di legge, pubblicati rispettivamente nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana - serie generale - n. 193 del 18 agosto 1992 e serie generale - n. 80 del 7 aprile 1994;

Decreta:

Art. 1.

Sono approvati gli allegati certificati che fanno parte integrante del presente decreto, concernenti la dimostrazione, per il triennio 1997-1999, della copertura del costo complessivo di gestione dei servizi a domanda individuale, del servizio di nettezza urbana e del servizio dell'acquedotto.

Art. 2.

Gli enti di cui all'art. 45, comma 8-*bis*, del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504, sono tenuti alla presentazione della stessa a partire dall'anno di delibera dello stato di dissesto e per tutto il quinquennio di durata del risanamento, di cui all'art. 95 del decreto legislativo 25 febbraio 1995, n. 77.

Gli enti di cui all'art. 45, comma 4, del decreto legislativo n. 504 del 1992, cui fa carico l'onere della certificazione, sono individuati applicando le disposizioni di cui all'apposito decreto ministeriale di determinazione dei parametri di individuazione delle gravi ed incontrovertibili condizioni di squilibrio e delle connesse modalità certificative.

Art. 3.

I certificati devono essere trasmessi, anche se in tutto o in parte negativi, entro il termine perentorio del 30 giugno 1998 per la certificazione relativa all'anno 1997, del 31 marzo 1999 per la certificazione relativa all'anno 1998, del 31 marzo 2000 per la certificazione relativa all'anno 1999, alle prefetture competenti per territorio. I certificati sono compilati e firmati in ogni loro pagina secondo le indicazioni dei relativi modelli e sono trasmessi dagli enti in originale. Essi devono essere redatti esclusivamente a macchina nel formato cm 21 × 29,7 sui modelli forniti da questo Ministero, negli spazi destinati alla lettura ottica, senza correzioni, abrasioni o aggiunte non previste.

Le prefetture cureranno il rispetto della perentorietà del predetto termine.

Art. 4.

Le amministrazioni provinciali non sono obbligate a redigere il quadro 3 del modello di certificazione, relativo al servizio nettezza urbana.

Art. 5.

Le certificazioni che risultino incomplete oppure redatte su modelli non idonei alla lettura ottica per caratteristica ovvero per modalità di compilazione, non consentono l'assolvimento dell'obbligo di certificazione di cui all'art. 45 del decreto legislativo 30 dicembre 1992, n. 504.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 aprile 1998

p. *Il Ministro:* VIGNERI

LETTURA

CERTIFICATO
RELATIVO ALLA COPERTURA MINIMA DI LEGGE
PER I COSTI DI ALCUNI SERVIZI

ANNO |_|_|_|_|

CODICE ENTE |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

QUADRO 1

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI

oppure

COMUNITA' MONTANA

PROVINCIA DI

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

Visti gli atti di ufficio si certifica:

- che gli accertamenti, le riscossioni, gli impegni ed i pagamenti sono conformi alle risultanze amministrative e contabili della provincia oppure comunità montana;
- che, in particolare, gli accertamenti e gli impegni discendono da atti formalmente assunti e rappresentano rispettivamente reali crediti e debiti di amministrazione;
- che gli oneri di personale, addetto a mansioni promiscue, sono stati addebitati a ciascun servizio nella misura corrispondente alle reali prestazioni rese;
- che non vi sono altre partite al di fuori di quelle descritte.
- che, tra i costi di gestione, gli eventuali impegni di spesa ed i pagamenti degli "Asili nido" sono stati indicati al 50% delle risultanze amministrative e contabili della provincia oppure comunità montana.

LUOGO DATA |_|_|_|_|

Bollo dell'ente

IL SEGRETARIO	IL RAGIONIERE	IL PRESIDENTE	IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI
(Sig. ....)	(Sig. ....)	(Sig. ....)	(Sig. ....)

IL CERTIFICATO E' STATO PREDISPOSTO PER LA LETTURA OTTICA E DEVE ESSERE COMPILATO RISPETTANDO GLI SPAZI. NON SONO CONSENTITI MODULI DIVERSI, CORREZIONI, ABRASIONI O INDICAZIONI NON RICHIESTE.

OTTICA

LETTURA

SERVIZI A DOMANDA INDIVIDUALE

CODICE ENTE

ESISTENTI SI ☐ NO ☐

QUADRO 2.1

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

Servizi di cui al D.M. 31/12/1983		COSTI DI GESTIONE Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	Tipo di gestione
		B	C	D	E	
Alberghi, case di riposo e di ricovero	I	L	L	L	L	
1	P	L	L	L	L	N
Alberghi diurni e bagni	I	L	L	L	L	
2	P	L	L	L	L	N
Asili nido (Costi di gestione indicati al 50%)	I	L	L	L	L	
3	P	L	L	L	L	N
Convitti, campeggi case per vacanze, ecc.	I	L	L	L	L	
4	P	L	L	L	L	N
Colonie e soggiorni stag., stabilimenti termali	I	L	L	L	L	
5	P	L	L	L	L	N
Corsi extra scolastici di insegnamento	I	L	L	L	L	
6	P	L	L	L	L	N
Giardini zoologici e botanici	I	L	L	L	L	
7	P	L	L	L	L	N
Impianti sportivi	I	L	L	L	L	
8	P	L	L	L	L	N
Mattatoi pubblici	I	L	L	L	L	
9	P	L	L	L	L	N
Mense	I	L	L	L	L	
10	P	L	L	L	L	N
Mercati e fiere attrezzati	I	L	L	L	L	
11	P	L	L	L	L	N
Parcheggi custoditi e parchimetri	I	L	L	L	L	
12	P	L	L	L	L	N
Pesa pubblica	I	L	L	L	L	
13	P	L	L	L	L	N

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui (continua)

TIMBRO DATA

IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL PRESIDENTE (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

CODICE ENTE

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

QUADRO 2.2

Servizi di cui al D.M. 31/12/1983		COSTI DI GESTIONE Personale: oneri diretti e indiretti B	Acquisto di beni e servizi C	Trasferimenti e Ammortamenti D	Totale E	Tipo di gestione
Servizi turistici diversi	I	L	L	L	L	
14	P	L	L	L	L	N
Spurgo di pozzi neri	I	L	L	L	L	
15	P	L	L	L	L	N
Teatri, musei, pinacoteche, gallerie, ecc.	I	L	L	L	L	
16	P	L	L	L	L	N
Trasporti di carni macellate	I	L	L	L	L	
17	P	L	L	L	L	N
Trasporti funebri, pompe funebri, ecc.	I	L	L	L	L	
18	P	L	L	L	L	N
Uso di locali per riunioni non istituzionali	I	L	L	L	L	
19	P	L	L	L	L	N
Altri	I	L	L	L	L	
20	P	L	L	L	L	N
Totali	I	L	L	L	L	
21= 1+........+20	P	L	L	L	L	

ENTRATE		Da tariffe F	Da contributi finalizzati G	Totale H
ACCERTAMENTI	A	L	L	L
RISCOSSIONI	R	L	L	L

In complesso, il tasso di copertura calcolato fra il totale degli accertamenti di colonna H riga A e il totale degli impegni di colonna E riga 21 sopraindicati è stato del %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
A Accertamenti effettuati nell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per la competenza e per i residui

IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL PRESIDENTE (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

SERVIZIO NETTEZZA URBANA

CODICE ENTE

ESISTENTE SI

NO

QUADRO 3

La tassa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani è stata istituita con delibera n° ... del ...

trasmessa al Ministero delle Finanze con nota n° ... del ...

L'aumento della tariffa di detta tassa è stato stabilito con delibera n° ... del ...

trasmessa al Ministero delle Finanze con nota n° ... del ...

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

DENOMINAZIONE		COSTI DI GESTIONE Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	Tipo di gestione
		B	C	D	E	
Smaltimento rifiuti solidi urbani interni ed equiparati 1	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Smaltimento rifiuti strade ed aree 2	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Altri servizi 3	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Totale 4=1+2+3	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	

ENTRATE		Tassa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani interni ed equiparati iscritta a ruolo	Altre entrate	Totale
		F	G	H
ACCERTAMENTI	A	L	L	L
RISCOSSIONI	R	L	L	L

Per l'anno 199... gli impegni di spesa di cui alla riga 1-I sono stati determinati deducendo, dal costo complessivo dei servizi di nettezza urbana gestiti in regime di privativa comunale, una quota compresa tra il 5% ed il 15%, in applicazione dell'articolo 61, comma 3bis, del decreto legislativo 15 novembre 1993, n° 507 e successive variazioni.

In complesso, tenuto conto della spesa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani interni ed equiparati e delle tasse già iscritte a ruolo, il tasso di copertura determinato dal confronto fra gli accertamenti (colonna F riga A) ed il totale degli impegni di colonna E riga 1 è stato del .... %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
A Accertamenti (iscrizioni a ruolo) effettuati nell'esercizio per il tributo relativo all'anno di riferimento del certificato
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per qualsiasi titolo

LUOGO DATA

IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI (Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....) IL RAGIONIERE (Sig. ....) IL PRESIDENTE (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

SERVIZIO ACQUEDOTTO

CODICE ENTE

ESISTENTE SI

NO

QUADRO 4

La tariffa per l'acquedotto è stata istituita con delibera n° del

La tariffa per l'acquedotto è stata adeguata con delibera n° del

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

DENOMINAZIONE		COSTI DI GESTIONE				Tipo di gestione
		Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	
		B	C	D	E	
Servizio acquedotto	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N

ENTRATE		Da tariffe
		F
ACCERTAMENTI	A	L
RISCOSSIONI	R	L

In complesso, il tasso di copertura calcolato fra il totale degli accertamenti (colonna F riga A) ed il totale degli impegni (colonna E riga I) sopraindicati è stato del %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
A Accertamenti effettuati nell'esercizio
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per la competenza e per i residui

LUOGO DATA

IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....) IL RAGIONIERE (Sig. ....) IL PRESIDENTE (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

CERTIFICATO
RELATIVO ALLA COPERTURA MINIMA DI LEGGE
PER I COSTI DI ALCUNI SERVIZI

ANNO

CODICE ENTE

QUADRO 1

COMUNE DI

PROVINCIA DI

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

Visti gli atti di ufficio si certifica:

- che gli accertamenti, le riscossioni, gli impegni ed i pagamenti sono conformi alle risultanze amministrative e contabili del comune;
- che, in particolare, gli accertamenti e gli impegni discendono da atti formalmente assunti e rappresentano rispettivamente reali crediti e debiti di amministrazione;
- che gli oneri di personale, addetto a mansioni promiscue, sono stati addebitati a ciascun servizio nella misura corrispondente alle reali prestazioni rese;
- che non vi sono altre partite al di fuori di quelle descritte.
- che, tra i costi di gestione, gli eventuali impegni di spesa ed i pagamenti degli "Asili nido" sono stati indicati al 50% delle risultanze amministrative e contabili del comune.

LUOGO DATA

Bollo dell'ente

IL SEGRETARIO	IL RAGIONIERE	IL SINDACO	IL REVISORE O IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI
(Sig. ....)	(Sig. ....)	(Sig. ....)	(Sig. ....)

IL CERTIFICATO E' STATO PREDISPOSTO PER LA LETTURA OTTICA E DEVE ESSERE COMPILATO RISPETTANDO GLI SPAZI. NON SONO CONSENTITI MODULI DIVERSI, CORREZIONI, ABRASIONI O INDICAZIONI NON RICHIESTE.

OTTICA

LETTURA

SERVIZI A DOMANDA INDIVIDUALE

CODICE ENTE

ESISTENTI SI NO

QUADRO 2.1

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

Servizi di cui al D.M. 31/12/1983		Costi di gestione: Personale: oneri diretti e indiretti B	Acquisto di beni e servizi C	Trasferimenti e Ammortamenti D	Totale E	Tipo di gestione
Alberghi, case di riposo e di ricovero	I	L	L	L	L	
1	P	L	L	L	L	N
Alberghi diurni e bagni	I	L	L	L	L	
2	P	L	L	L	L	N
Asili nido (Costi di gestione indicati al 50%)	I	L	L	L	L	
3	P	L	L	L	L	N
Convitti, campeggi case per vacanze, ecc.	I	L	L	L	L	
4	P	L	L	L	L	N
Colonie e soggiorni stag., stabilimenti termali	I	L	L	L	L	
5	P	L	L	L	L	N
Corsi extra scolastici di insegnamento	I	L	L	L	L	
6	P	L	L	L	L	N
Giardini zoologici e botanici	I	L	L	L	L	
7	P	L	L	L	L	N
Impianti sportivi	I	L	L	L	L	
8	P	L	L	L	L	N
Mattatoi pubblici	I	L	L	L	L	
9	P	L	L	L	L	N
Mense	I	L	L	L	L	
10	P	L	L	L	L	N
Mercati e fiere attrezzati	I	L	L	L	L	
11	P	L	L	L	L	N
Parcheggi custoditi e parchimetri	I	L	L	L	L	
12	P	L	L	L	L	N
Pesa pubblica	I	L	L	L	L	
13	P	L	L	L	L	N

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui (continua)

LUOGO DATA

IL REVISORE O IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL SINDACO (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

CODICE ENTE

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

QUADRO 2.2

Servizi di cui al D.M. 31/12/1983		COSTI DI GESTIONE Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	Tipo di gestione
		B	C	D	E	
Servizi turistici diversi	I	L	L	L	L	
14	P	L	L	L	L	N
Spurgo di pozzi neri	I	L	L	L	L	
15	P	L	L	L	L	N
Teatri, musei, pinacoteche, gallerie, ecc.	I	L	L	L	L	
16	P	L	L	L	L	N
Trasporti di carni macellate	I	L	L	L	L	
17	P	L	L	L	L	N
Trasporti funebri, pompe funebri, ecc.	I	L	L	L	L	
18	P	L	L	L	L	N
Uso di locali per riunioni non istituzionali	I	L	L	L	L	
19	P	L	L	L	L	N
Altri	I	L	L	L	L	
20	P	L	L	L	L	N
Totali	I	L	L	L	L	
21= 1+.........+20	P	L	L	L	L	

ENTRATE		Da tariffe	Da contributi finalizzati	Totale
		F	G	H
ACCERTAMENTI	A	L	L	L
RISCOSSIONI	R	L	L	L

In complesso, il tasso di copertura calcolato fra il totale degli accertamenti di colonna H riga A e il totale degli impegni di colonna E riga 21 sopraindicati è stato del ☐ %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
A Accertamenti effettuati nell'esercizio
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per la competenza e per i residui

IL REVISORE O IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL SINDACO (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

SERVIZIO NETTEZZA URBANA

CODICE ENTE

ESISTENTE SI NO

QUADRO 3

La tassa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani è stata istituita con delibera n° del

trasmessa al Ministero delle Finanze con nota n° del

L'aumento della tariffa di detta tassa è stato stabilito con delibera n° del

trasmessa al Ministero delle Finanze con nota n° del

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

DENOMINAZIONE		COSTI DI GESTIONE — Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	Tipo di gestione
		B	C	D	E	
Smaltimento rifiuti solidi urbani interni ed equiparati 1	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Smaltimento rifiuti strade ed aree 2	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Altri servizi 3	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N
Totale 4=1+2+3	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	

ENTRATE		Tassa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani interni ed equiparati iscritta a ruolo	Altre entrate	Totale
		F	G	H
ACCERTAMENTI	A	L	L	L
RISCOSSIONI	R	L	L	L

Per l'anno 199.., gli impegni di spesa di cui alla riga 1-I sono stati determinati deducendo, dal costo complessivo dei servizi di nettezza urbana gestiti in regime di privativa comunale, una quota compresa tra il 5% ed il 15%, in applicazione dell'articolo 61,comma 3bis, del decreto legislativo 15 novembre 1993, n°507 e successive variazioni.

In complesso, tenuto conto della spesa per lo smaltimento dei rifiuti solidi urbani interni ed equiparati e delle tasse già iscritte a ruolo, il tasso di copertura determinato dal confronto fra gli accertamenti (colonna F riga A) ed il totale degli impegni di colonna E riga 1 è stato del .... %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
A Accertamenti (iscrizioni a ruolo) effettuati nell'esercizio per il tributo relativo all'anno di riferimento del certificato
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per qualsiasi titolo

LUOGO DATA

IL REVISORE O IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI

(Sig. ....)

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL SINDACO (Sig. ....)

OTTICA

LETTURA

SERVIZIO ACQUÈDOTTO

CODICE ENTE

QUADRO 4

ESISTENTE SI

NO

La tariffa per l'acquedotto è stata istituita con delibera n° del

La tariffa per l'acquedotto è stata adeguata con delibera n° del

VALORI ESPRESSI IN MIGLIAIA DI LIRE

DENOMINAZIONE		COSTI DI GESTIONE Personale: oneri diretti e indiretti	Acquisto di beni e servizi	Trasferimenti e Ammortamenti	Totale	Tipo di gestione
		B	C	D	E	
Servizio acquedotto	I	L	L	L	L	
	P	L	L	L	L	N

ENTRATE		Da tariffe
		F
ACCERTAMENTI	A	L
RISCOSSIONI	R	L

In complesso, il tasso di copertura calcolato tra il totale degli accertamenti (colonna F riga A) ed il totale degli impegni (colonna E riga I) sopraindicati è stato del %

I Impegni assunti nel corso dell'esercizio
P Pagamenti effettuati nell'esercizio per la competenza e per i residui
A Accertamenti effettuati nell'esercizio
R Riscossioni effettuate nell'esercizio per la competenza e per i residui

IL SEGRETARIO (Sig. ....)

IL RAGIONIERE (Sig. ....)

IL SINDACO (Sig. ....)

IL REVISORE O IL PRESIDENTE DEL COLLEGIO DEI REVISORI (Sig. ....)

98A3461

OTTICA

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DIPARTIMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

ORDINANZA 22 aprile 1998.

Revoca della somma di L. 16.240.665 di cui all'ordinanza del Ministro per il coordinamento della protezione civile n. 321/FPC/ZA dell'8 agosto 1984 concernente la concessione di un contributo per le spese di installazione di prefabbricati leggeri nelle regioni Abruzzo, Molise e Lazio da destinare ad usi comunitari. (Ordinanza n. 2784).

IL SOTTOSEGRETARIO DI STATO DELL'INTERNO DELEGATO AL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE

Visto l'art. 5 della legge 24 febbraio 1992, n. 225;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 24 maggio 1996, che delega le funzioni del coordinamento della protezione civile di cui alla legge 24 febbraio 1992, n. 225, al Ministro dell'interno;

Visto il decreto del Ministro dell'interno in data 5 giugno 1996, con il quale vengono delegate al Sottosegretario di Stato prof. Franco Barberi le funzioni di cui alla legge 24 febbraio 1992, n. 225;

Visto l'art. 8 del decreto-legge 12 novembre 1996, n. 576, convertito, con modificazioni, dalla legge 31 dicembre 1996, n. 677, che prevede la revoca delle somme assegnate ad enti e dagli stessi non utilizzate in tutto o in parte entro diciotto mesi a decorrere dalla data del provvedimento di assegnazione dei finanziamenti;

Visto il decreto del Ministro dell'interno in data 21 luglio 1997, con il quale il Sottosegretario di Stato per l'interno, prof. Franco Barberi, è stato delegato all'adozione dei provvedimenti di revoca di cui al sopracitato art. 8 della legge 677/1996, limitatamente alle assegnazioni disposte con ordinanze del Ministro per il coordinamento della protezione civile in data antecedente all'entrata in vigore della legge 24 febbraio 1992, n. 225;

Effettuata la ricognizione da parte del Dipartimento della protezione civile prevista dall'art. 8, comma 2, del sopracitato decreto-legge;

Vista l'ordinanza del Ministro per il coordinamento della protezione civile n. 321/FPC/ZA dell'8 agosto 1984, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 226 del 17 agosto 1984, con la quale è stato assegnato ai provveditori alle opere pubbliche delle regioni Abruzzo, Molise e Lazio un contributo di lire 1.550 milioni per la fornitura e l'installazione a cura della Caritas italiana di prefabbricati;

Considerato che, alla data odierna è stata sostenuta una spesa complessiva di L. 1.533.759.335 e che, pertanto si è realizzata un'economia di L. 16.240.665 a valere sullo stanziamento disposto a favore del provveditore alle opere pubbliche del Molise;

Considerato che tale somma risulta disponibile sul capitolo 7586 del centro di responsabilità «Protezione civile» dello stato di previsione della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Dispone:

Art. 1.

1. Per le motivazioni indicate in premessa, è revocata la complessiva somma di L. 16.240.665 assegnata al provveditore alle opere pubbliche della regione Molise con l'ordinanza del Ministro per il coordinamento della protezione civile n. 321/FPC/ZA dell'8 agosto 1984, in quanto non utilizzata.

2. La somma di cui al comma precedente è utilizzata ai sensi dell'art. 8 del decreto-legge 12 novembre 1996 n. 576, convertito, con modificazioni, dalla legge 31 dicembre 1996, n. 677.

La presente ordinanza sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 22 aprile 1998

Il Sottosegretario di Stato: BARBERI

98A3460

MINISTERO DELLE FINANZE

DECRETO 6 aprile 1998.

Accertamento del periodo di mancato funzionamento di alcuni uffici finanziari.

IL DIRETTORE REGIONALE DELLE ENTRATE PER L'UMBRIA

Visto il decreto-legge 21 giugno 1961, n. 498, convertito, con modificazioni, nella legge 28 luglio 1961, n. 770, e sostituito dalla legge 25 ottobre 1985, n. 592, recante norme per la sistemazione di talune situazioni dipendenti da mancato o irregolare funzionamento degli uffici finanziari;

Visto il decreto direttoriale n. 1/7998/UDG del 10 ottobre 1997, recante delega ai direttori regionali delle entrate, territorialmente competenti, ad adottare i decreti di accertamento del mancato o irregolare funzionamento degli uffici periferici del dipartimento delle entrate, ai sensi dell'art. 2 della legge 25 ottobre 1985, n. 592;

Viste le note con cui i direttori dell'ufficio IVA, dell'ufficio delle imposte dirette e dell'ufficio del registro di Terni hanno comunicato il mancato funzionamento nel giorno 28 marzo 1998 per disinfestazione dei locali, e richiesto l'emanazione del relativo decreto di accertamento;

Decreta:

Il mancato funzionamento dell'ufficio IVA dell'ufficio delle imposte dirette e dell'ufficio del registro di Terni è accertato in data 28 marzo 1998.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Perugia, 6 aprile 1998

Il direttore regionale: DI GIUGNO

98A3381

DECRETO 14 aprile 1998.

Modificazione al decreto ministeriale 24 marzo 1998 recante nuove modalità di pagamento in modo virtuale della tassa sui contratti di borsa.

IL MINISTRO DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3278, concernente le tasse sui contratti di borsa;

Visto l'art. 2-*bis* del decreto-legge 30 giugno 1960 n. 589, convertito, con modificazioni, dalla legge 14 agosto 1960, n. 826, e successive integrazioni, in forza del quale le modalità di pagamento in modo virtuale della tassa sui contratti di borsa sono stabilite con decreto del Ministro delle finanze di concerto con il Ministro del tesoro;

Visto il decreto legislativo 21 novembre 1997, n. 435, che ha abrogato la tassa su taluni contratti di borsa e sostituito la tabella delle tasse per i contratti di trasferimento di titoli o valori, allegata alla legge 10 novembre 1954, n. 1079, come sostituita, da ultimo, per effetto dell'art. 7, comma 1, del decreto-legge 30 dicembre 1993, n. 557, convertito, con modificazioni, dalla legge 26 febbraio 1994, n. 133;

Visto l'art. 1 del decreto 24 marzo 1998, recante modalità di pagamento in modo virtuale della tassa sui contratti di borsa, emanato dal Ministro delle finanze di concerto con il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 75 in data 31 marzo 1998, in base al quale i soggetti autorizzati al pagamento in modo virtuale della tassa sui contratti di borsa possono presentare entro il 31 marzo 1998, una dichiarazione contenente il numero presuntivo delle operazioni di borsa da concludersi nel 1998 nonché l'ammontare del relativo tributo;

Constatato che la pubblicazione del decreto 24 marzo 1998 nella *Gazzetta Ufficiale* in data 31 marzo 1998 ha determinato difficoltà alla tempestiva presentazione di detta dichiarazione;

Visto l'art. 1, comma 11, del citato decreto legislativo;

Decreta:

Art. 1.

1. Il termine del 31 marzo 1998, di cui all'art. 1 del decreto ministeriale 24 marzo 1998, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 75 del 31 marzo 1998, è fissato al 30 aprile 1998.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 14 aprile 1998

Il Ministro delle finanze
VISCO

Il Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica
CIAMPI

98A3457

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE

DECRETO 10 febbraio 1998.

Affidamento in via sperimentale al «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna» della gestione delle risorse biologiche del mare, limitatamente ai molluschi bivalvi.

IL DIRETTORE GENERALE

DELLA PESCA E DELL'ACQUACOLTURA

Vista la legge 14 luglio 1965, n. 963, e successive modificazioni, recante la disciplina della pesca marittima;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 ottobre 1968, n. 1639 e successive modificazioni, con il quale è stato approvato il regolamento per l'esecuzione della legge 14 luglio 1965, n. 963;

Vista la legge 17 febbraio 1982, n. 41 e successive modificazioni, avente ad oggetto il piano per la razionalizzazione e lo sviluppo della pesca marittima;

Visto il decreto ministeriale 24 marzo 1997, con il quale è stato approvato il V Piano triennale della pesca e dell'acquacoltura 1997-1999;

Visto il decreto ministeriale 29 maggio 1992 e successive modificazioni recante la disciplina della pesca dei molluschi bivalvi;

Visto il decreto ministeriale 10 aprile 1997 relativo alla «nuova disciplina della pesca dei molluschi bivalvi»;

Vista il decreto legislativo 4 giugno 1997, n. 143, concernente il conferimento alle regioni delle funzioni amministrative in materia di agricoltura e pesca e riorganizzazione dell'Amministrazione centrale;

Visto il decreto ministeriale 12 gennaio 1995, n. 44, con il quale è stato adottato il regolamento sulla costituzione di consorzi tra imprese di pesca per la cattura dei molluschi bivalvi;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29, e successive modicazioni;

Vista la legge 14 gennaio 1994, n. 20, recante disposizioni in materia di giurisdizione e controllo della Corte dei conti così come modificata dal decreto-legge n. 543 del 23 ottobre 1996 convertito con legge n. 639 del 20 dicembre 1996;

Considerato che nel Compartimento marittimo di Ravenna è stato costituito il «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna», con sede a Cesenatico in via Caboto n. 9;

Considerato che il suddetto consorzio comprende soci che rappresentano la totalità delle imprese autorizzate alla cattura dei molluschi bivalvi avendo aderito n. 18 unità - su 18 iscritte nel Compartimento marittimo - abilitate alla draga idraulica;

Considerato che il suddetto consorzio comprende anche natanti autorizzati alla cattura dei molluschi bivalvi con draga idraulica, i cui armatori hanno rinunciato, per il periodo della sperimentazione, ad esercitare sistemi di pesca con reti da traino e/o da circuizione;

Considerato che lo statuto del suddetto Consorzio, è conforme alle prescrizioni del decreto n. 44195 dianzi citato;

Vista la richiesta unitaria delle associazioni nazionali professionali di categoria;

Sentita la Commissione consultiva centrale per la pesca marittima ed il Comitato nazionale per la conservazione e la gestione delle risorse biologiche nel mare che, all'unanimità, hanno reso parere favorevole nella seduta del 23 ottobre 1997;

Decreta:

Art. 1.

1. Nell'ambito del Compartimento marittimo di Ravenna la gestione delle risorse biologiche del mare, limitatamente ai molluschi bivalvi, è affidata, in via sperimentale, per un periodo di tre anni, al «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna», cui aderiscono n. 18 unità su 18 autorizzate a tale attività.

2. Ai fini dell'approvazione del Ministero per le politiche agricole - Direzione generale della pesca e dell'acquacoltura - il «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna» e obbligato a comunicare le eventuali modificazioni che saranno apportate allo statuto costitutivo.

Art. 2.

1. Nei limiti della disciplina vigente in materia di pesca dei molluschi bivalvi, il «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna» può proporre al Ministero per le politiche agricole - Direzione generale della pesca e dell'acquacoltura - ed al Capo del Compartimento marittimo di Ravenna le misure tecniche previste dall'articolo 3 del decreto n. 44/95 in premessa citato.

2. Ai sensi dell'art. 3 del decreto n. 44/95 le persone incaricate dal consorzio della vigilanza sulla cattura dei molluschi bivalvi, nell'ambito dei limiti territoriali di operatività del consorzio stesso, possono ottenere la qualifica di agente giurato, previa approvazione della nomina da parte del Prefetto su parere del Capo del Compartimento marittimo di Ravenna.

Art. 3.

1. Il «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna» ed i suoi soci, per il raggiungimento dei fini istituzionali, beneficiano, in via prioritaria, degli incentivi di cui alle leggi nazionali, ai regolamenti comunitari ed al piano nazionale per la pesca, nei limiti e con le modalità vigenti.

2. Gli incentivi di cui al punto 1 non sono corrisposti ai soci a doppio titolo di partecipanti al consorzio ed a quello di singoli soci.

3. La previsione del comma 1, nel caso di costruzione o ammodernamento di unità da pesca, si applica esclusivamente nel caso in cui il natante da costruire o da ammodernare sia conforme a quello tipo ai sensi della vigente normativa.

Art. 4.

1. Per la verifica delle attività del «Consorzio per la gestione della pesca dei molluschi bivalvi nel Compartimento di Ravenna» è costituito un Comitato di coordinamento, composto da:

a) un rappresentante del Ministero per le politiche agricole - Direzione generale della pesca e dell'acquacoltura;

b) Comandante della Capitaneria di porto di Ravenna o da un ufficiale dal medesimo delegato;

c) un ricercatore esperto in valutazione dei molluschi bivalvi designato dalla unità operativa che effettua la relativa ricerca in attuazione del Piano triennale della pesca e dell'acquacoltura;

d) un rappresentante per ciascuna delle associazioni nazionali professionali di categoria (Federcoopesca, Federpesca, Lega Pesca, A.G.C.I.);

e) un rappresentante dei sindacati dei lavoratori della pesca.

2. Per il funzionamento del Comitato di coordinamento, le spese per i singoli membri sono a carico del designante.

Il presente decreto è inviato agli organi di controllo per la registrazione ed è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 10 febbraio 1998

Il direttore generale: AMBROSIO

Registrato alla Corte dei conti il 18 marzo 1998
Registro n. 1 Politiche agricole, foglio n. 93

98A3386

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE

DECRETO 31 marzo 1998.

Recepimento della direttiva 97/32/CE della Commissione, dell'11 giugno 1997 che adegua al progresso tecnico la direttiva 77/539/CEE del Consiglio relativa ai proiettori di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

IL MINISTRO DEI TRASPORTI E DELLA NAVIGAZIONE

Visto l'art. 229 del nuovo codice della strada approvato con decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 114 del 18 maggio 1992 che delega i Ministri della Repubblica a recepire, secondo le competenze loro attribuite, le direttive comunitarie afferenti a materie disciplinate dallo stesso codice;

Visto l'art. 71 del nuovo codice della strada che ai commi 2, 3 e 4 stabilisce la competenza del Ministro dei trasporti e della navigazione a decretare in materia di norme costruttive e funzionali dei veicoli a motore e dei loro rimorchi, ispirandosi al diritto comunitario;

Visto il decreto 29 settembre 1977 di recepimento della direttiva del Consiglio n. 77/539/CEE recante norme relative alla omologazione CEE dei tipi di proiettore di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 305 del 9 novembre 1977;

Visto il decreto 8 maggio 1995, di recepimento delle direttive 92/53/CEE e 93/1981/CEE recanti modifiche della direttiva 70/156/CEE concernente il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative all'omologazione dei veicoli a motore e dei loro rimorchi pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 148 del 27 giugno 1995;

Vista la direttiva della Commissione n. 97/32/CE dell'11 giugno 1997 che adegua al progresso tecnico la direttiva 77/539/CEE del Consiglio relativa ai proiettori di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi;

Vista la direttiva della Commissione n. 97/31/CE dell'11 giugno 1997 che adegua al progresso tecnico la direttiva 76/760/CEE del Consiglio relativa ai dispositivi di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore dei veicoli a motore e dei loro rimorchi pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della CE L 171 del 30 giugno 1997;

Visto il testo delle prescrizioni tecniche del regolamento n. 23 della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni unite pubblicato nella Gazzetta Ufficiale della CE L 203 del 30 luglio 1997;

Decreta:

Art. 1.

1. Le prescrizioni del presente decreto si applicano a tutte le categorie di veicoli definite nell'allegato II al decreto 8 maggio 1995 di recepimento delle direttive 92/53/CEE e 93/81/CEE.

Art. 2.

1. A decorrere dal 31 gennaio 1998 non sarà più possibile:

negare il rilascio dell'omologazione CE o della omologazione nazionale di un tipo di veicolo o di un proiettore di retromarcia;

rifiutare l'immatricolazione e vietare la vendita dei veicoli o di proiettori di retromarcia,

per motivi concernenti le caratteristiche costruttive dei proiettori di retromarcia se essi sono conformi alle prescrizioni del decreto 29 settembre 1977 come modificate dal presente decreto.

2. A decorrere dal 1° ottobre 1998 non sarà più possibile accordare il rilascio della omologazione CE o della omologazione di portata nazionale di un tipo di veicolo o di un proiettore di retromarcia, se non sono soddisfatte le prescrizioni del presente decreto.

3. A decorrere dal 1° ottobre 1999 le prescrizioni del presente decreto relative ai proiettori di retromarcia in quanto componenti, si applicano agli effetti dell'articolo 7, paragrafo 2 del decreto 8 maggio 1995 di recepimento della direttiva 92/53/CEE e 93/81/CEE.

4. In deroga ai commi 2 e 3 e relativamente ai pezzi di ricambio sarà possibile concedere l'omologazione CE e sarà consentita la vendita e l'immissione sul mercato di proiettori di retromarcia conformi alle prescrizioni della direttiva 77/539/CE nella versione non modificata dalla direttiva recepita dal presente decreto, purché tali proiettori siano destinati al montaggio sui veicoli già in circolazione e siano conformi alle prescrizioni vigenti all'atto della prima immatricolazione dei veicoli.

Art. 3.

1. Gli allegati al decreto ministeriale 29 settembre 1977 sono sostituiti dai sotto elencati documenti che allegati al presente decreto ne costituiscono parte integrante:

Allegato I: Disposizioni amministrative relative alla omologazione:

Appendice 1: scheda informativa;

Appendice 2: scheda di omologazione;

Appendice 3: modelli del marchio di omologazione CE di componente;

Allegato II: campo di applicazione e prescrizioni tecniche.

Allegato III: prescrizioni tecniche del regolamento n. 23 della Commissione economica per l'Europa della Organizzazione delle Nazioni unite.

Roma, 31 marzo 1998

Il Ministro: BURLANDO

ALLEGATO I

DISPOSIZIONI AMMINISTRATIVE RELATIVE ALL'OMOLOGAZIONE

1. DOMANDA DI OMOLOGAZIONE CE DI COMPONENTE

1.1. Ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 4 della direttiva 70/156/CEE, la domanda di omologazione CE di componente per un tipo di proiettore di retromarcia deve essere presentata dal fabbricante.

1.2. Il modello della scheda informativa è presentato nell'appendice 1.

1.3. Al servizio tecnico incaricato di eseguire le prove di omologazione devono essere presentati:

1.3.1. due campioni, muniti della lampada o delle lampade raccomandate. Se i dispositivi non sono identici ma simmetrici e predisposti per essere montati uno sul lato destro e l'altro sul lato sinistro del veicolo, i due campioni presentati possono essere identici ed essere predisposti per il montaggio solo sul lato destro o solo sul lato sinistro del veicolo.

2. ISCRIZIONI

2.1. I dispositivi presentati all'omologazione CE devono recare:

2.1.1. il marchio di fabbrica o commerciale del richiedente;

2.1.2. se necessario per evitare ogni errore nel montaggio dei proiettori di retromarcia sul veicolo, l'indicazione "TOP", iscritta orizzontalmente nella parte più alta della superficie illuminante;

2.1.3. nel caso di luci con sorgenti di luce sostituibili:

il tipo(i) di lampada prescritto;

2.1.4. nel caso di luci con sorgenti luminose non sostituibili:

la tensione e la potenza nominali.

2.2. Queste indicazioni devono essere chiaramente leggibili e indelebili ed essere apposte sulla superficie illuminante o su una delle superfici illuminanti del dispositivo e devono essere visibili dall'esterno quando il dispositivo è montato sul veicolo.

2.3. Ciascun dispositivo deve presentare uno spazio sufficiente per l'apposizione del marchio di omologazione. Questo spazio deve essere indicato nei disegni di cui all'appendice 1.

3. RILASCIO DELL'OMOLOGAZIONE CE DI COMPONENTE

3.1. Se sono soddisfatte le prescrizioni del caso, l'omologazione CE viene rilasciata ai sensi dell'articolo 4, paragrafo 3 e, se applicabile, dell'articolo 4, paragrafo 4 della direttiva 70/156/CEE.

3.2. Il modello della scheda di omologazione CE è presentato nell'appendice 2.

3.3. A ciascun tipo omologato di proiettore di retromarcia viene assegnato un numero di omologazione ai sensi dell'allegato VII della directiva 70/156/CEE. Uno Stato membro non può assegnare lo stesso numero a un altro tipo di proiettore di retromarcia.

3.4. Quando l'omologazione CE viene chiesta per un tipo di dispositivo di illuminazione e di segnalazione luminosa comprendente un tipo di proiettore di retromarcia e altre luci, si può attribuire un unico marchio di omologazione CE a condizione che il proiettore di retromarcia sia conforme alle prescrizioni della presente direttiva e che ciascuna delle altre luci, che fanno parte del tipo di dispositivo di illuminazione e di segnalazione luminosa per il quale è stata chiesta l'omologazione CE, sia conforme alla direttiva particolare ad essa applicabile.

4. MARCHIO DI OMOLOGAZIONE CE DI COMPONENTE

4.1. In aggiunta alle iscrizioni di cui al punto 2.1, tutti i proiettori di retromarcia conformi al tipo omologato ai sensi della presente direttiva devono recare un marchio di omologazione CE di componente.

4.2. Tale marchio è costituito:

4.2.1. da un rettangolo all'interno del quale è iscritta la lettera "e" seguita dal numero o dalle lettere distintivi dello Stato membro che ha rilasciato l'omologazione:

1	per la Germania	12	per l'Austria
2	per la Francia	13	per il Lussemburgo
3	per l'Italia	17	per la Finlandia
4	per i Paesi Bassi	18	per la Danimarca
5	per la Svezia	21	per il Portogallo
6	per il Belgio	23	per la Grecia
9	per la Spagna	IRL	per l'Irlanda
11	per il Regno Unito		

4.2.2. in prossimità del rettangolo, dal "numero dell'omologazione di base" definito nella sezione 4 del sistema di numerazione di cui all'allegato VII della direttiva 70/156/CEE, preceduto da due cifre indicanti il numero progressivo assegnato al più recente adeguamento tecnico significativo della direttiva 77/539/CEE alla data in cui è stata concessa l'omologazione CE. Nella presente direttiva, il numero progressivo è 00;

4.2.3. da un simbolo aggiuntivo consistente nelle lettere "A" e "R" unite fra loro, come raffigurato nella figura 1 dell'appendice 3.

4.2.4. Sui proiettori i cui angoli di visibilità sono asimmetrici rispetto all'asse di riferimento in direzione orizzontale, una freccia deve indicare il lato in cui le prescrizioni fotometriche sono soddisfatte fino ad un angolo di 45°H.

4.3. Il marchio di omologazione CE deve essere apposto sulla superficie luminosa o su una delle superfici luminose della luce in modo indelebile e da risultare chiaramente leggibile anche quando le luci sono montate sul veicolo.

4.4. Esempi del marchio di omologazione CE sono forniti nella figura 1 dell'appendice 3.

4.5. Qualora venga attribuito un numero di omologazione CE unico, come previsto al precedente punto 3.4, per un tipo di dispositivo di illuminazione e segnalazione luminosa comprendente un proiettore di retromarcia e altre luci, può essere apposto un unico marchio di omologazione CE avente le seguenti caratteristiche:

4.5.1. un rettangolo all'interno del quale è iscritta la lettera "e" seguita dal numero o dalla serie di lettere distintivi dello Stato membro che ha rilasciato l'omologazione (cfr. punto 4.2.1);

4.5.2. il numero dell'omologazione di base (cfr. prima parte del punto 4.2.2);

4.5.3. se necessaria, la freccia prescritta, nella misura in cui si riferisce all'impianto di luci nel suo complesso.

4.6. Detto marchio può essere apposto su qualunque punto delle luci raggruppate, combinate o mutuamente incorporate, purché:

4.6.1. sia visibile dopo il montaggio delle luci;

4.6.2. nessun elemento di trasmissione delle luci raggruppate, combinate o mutuamente incorporate possa essere rimosso senza rimuovere contemporaneamente anche il marchio di omologazione.

4.7. Il simbolo di identificazione di ciascuna luce corrispondente alla direttiva ai sensi della quale è stata concessa l'omologazione CE, il numero progressivo (cfr. seconda parte del punto 4.2.2) e, laddove necessario, la lettera "D" e la freccia prescritta devono essere apposti:

4.7.1. sulla superficie illuminante appropriata,

4.7.2. o raggruppati, in modo tale che ciascuna delle luci raggruppate, combinate o mutuamente incorporate possa essere chiaramente identificata.

4.8. Le dimensioni dei vari elementi di questo marchio non devono essere inferiori alle dimensioni minime prescritte per i singoli marchi dalle direttive ai sensi delle quali è stata concessa l'omologazione CE di componente.

4.9. Esempi di un marchio di omologazione CE relativo a una luce raggruppata, combinata o mutuamente incorporata con altre luci sono presentati nella figura 2 dell'appendice 3.

5. MODIFICHE DEL TIPO E DELLE OMOLOGAZIONI

5.1. In caso di modifica del tipo omologato ai sensi della presente direttiva, si applicano le disposizioni di cui all'articolo 5 della direttiva 70/156/CEE.

6. CONFORMITÀ DELLA PRODUZIONE

6.1. Come regola generale, i provvedimenti intesi a garantire la conformità della produzione sono presi a norma dell'articolo 10 della direttiva 70/156/CEE.

6.2. Ogni proiettore di retromarcia deve essere conforme alle prescrizioni fotometriche di cui ai punti 6 e 8 dei documenti di cui al punto 2.1 dell'allegato II della presente direttiva. Tuttavia, per un qualsiasi proiettore di retromarcia prelevato da una fabbricazione di serie, i requisiti relativi all'intensità minima della luce emessa (misurata con una lampada campione, come previsto al punto 7 dei documenti di cui al punto 2.1 dell'allegato II della presente direttiva), possono limitarsi, in ogni direzione, all'80% dei valori minimi prescritti al punto 6 dei documenti di cui al punto 2.1 dell'allegato II della presente direttiva.

Appendice 1

Scheda informativa n. ...

relativa all'omologazione CE in quanto componente dei proiettori di retromarcia

(Direttiva 77/539/CEE, modificata da ultimo dalla direttiva ../../CE)

Le seguenti informazioni devono, dove applicabili, essere fornite in triplice copia e includere un indice del contenuto. Gli eventuali disegni devono essere forniti in scala adeguata e con sufficienti dettagli in formato A4 o in fogli piegati in detto formato. Le eventuali fotografie devono fornire sufficienti dettagli.

Qualora i sistemi, i componenti o le entità tecniche includano funzioni controllate elettronicamente, saranno fornite le necessarie informazioni relative alle prestazioni.

0. DATI GENERALI

0.1. Marca (denominazione commerciale del fabbricante): ....

0.2. Tipo e designazione(i) commerciale(i) generale(i): ....

0.5. Nome ed indirizzo del fabbricante: ....

0.7. Nel caso di componenti o entità tecniche, posizione e modo di apposizione del marchio di omologazione CE: ....

0.8. Indirizzo dello o degli stabilimenti di montaggio: ....

2. DESCRIZIONE DEL DISPOSITIVO

1.1. Tipo di dispositivo: ....

1.1.1. Funzione(i) del dispositivo: ....

1.1.2. Categoria o classe del dispositivo: ....

1.1.3. Colore della luce emessa o riflessa: ....

1.2. Disegno(i) sufficientemente dettagliato(i) per consentire l'identificazione del tipo di dispositivo e indicante:

1.2.1. le condizioni geometriche di montaggio del dispositivo sul veicolo (non applicabile al dispositivo di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore): ....

1.2.2. l'asse di osservazione da assumere come asse di riferimento nelle prove (angolo orizzontale H = 0°, angolo verticale V = 0°) e il punto da assumere come centro di riferimento in dette prove (non applicabile ai catadiottri e al dispositivo di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore): ....

1.2.3. la posizione riservata al marchio di omologazione CE di componente: ....

1.2.4. nel caso del dispositivo di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore, le condizioni geometriche di montaggio del dispositivo rispetto allo spazio riservato alla targa di immatricolazione e il contorno della superficie adeguatamente illuminata: ....

1.2.5. nel caso dei proiettori e dei proiettori fendinebbia anteriori, una visione delle luci viste di prospetto con le scanalature delle superfici luminose, se presenti, e in sezione trasversale: ....

1.3. Una breve descrizione tecnica da cui risulti, in particolare, con l'eccezione delle luci con sorgenti luminose non sostituibili, la categoria o le categorie delle sorgenti luminose prescritte, ovvero una o più delle categorie indicate nella direttiva 76/761/CEE (non applicabile ai catadiottri): ....

1.4. Informazioni specifiche

1.4.1. Nel caso del dispositivo di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore, una dichiarazione in cui si specifica se il dispositivo è destinato a illuminare uno spazio alto, uno spazio lungo o uno spazio sia alto che lungo: ....

1.4.2. Nel caso dei proiettori,

1.4.2.1. specificare se i proiettori sono di tipo abbagliante e anabbagliante o se abbiano una sola di queste due funzioni: ....

1.4.2.2. nel caso di un proiettore anabbagliante, specificare se esso è destinato sia alla guida a destra che a sinistra o, invece, solo alla guida a destra o solo a quella sinistra: ....

1.4.2.3. se il proiettore è munito di un catadiottro regolabile, specificare la posizione(i) di montaggio del proiettore rispetto al suolo e al piano longitudinale mediano del veicolo, se il proiettore deve essere utilizzato soltanto in quella posizione(i): ....

1.4.3. Nel caso di luci di posizione, indicatori di arresto e indicatori di direzione,

1.4.3.1. specificare se il dispositivo può essere utilizzato anche in un insieme di due luci della stessa categoria: ....

1.4.3.2. nel caso di un dispositivo con due livelli di intensità (indicatori di arresto e indicatori di direzione della categoria 2b), un diagramma della disposizione e le caratteristiche del sistema che garantisce i due livelli di intensità: ....

1.4.4. Nel caso dei catadiottri, una breve descrizione delle caratteristiche tecniche relative ai materiali dell'ottica catadiottrica: ....

1.4.5. Nel caso dei proiettori di retromarcia, si deve specificare se il dispositivo è destinato ad essere installato sul veicolo esclusivamente in una coppia di luci: ....

Appendice 2

MODELLO

Formato massimo: A4 (210 x 297 mm)

SCHEDA DI OMOLOGAZIONE CE

Timbro dell'amministrazione

Comunicazione concernente:

— l'omologazione [1],

— l'estensione dell'omologazione [1],

— il rifiuto dell'omologazione [1],

— la revoca dell'omologazione [1],

di un tipo di veicolo/componente/entità tecnica [1] per quanto concerne la direttiva .. /.. /CEE, modificata da ultimo dalla direttiva .. /.. /CE.

Numero di omologazione: ....

Motivo dell'estensione: ....

PARTE I

0.1. Marca (denominazione commerciale del costruttore): ....

0.2. Tipo e designazione(i) commerciale(i) generale(i): ....

0.3. Mezzi di identificazione del tipo, se marcati sul veicolo/componente/entità tecnica [1] [2]: ....

0.3.1. Posizione della marcatura: ....

0.4. Categoria del veicolo [1] [3]: ....

0.5. Nome e indirizzo del costruttore: ....

0.7. Per i componenti e le entità tecniche, posizione e modo di apposizione del marchio di omologazione CE: ....

0.8. Indirizzo dello o degli stabilimenti di montaggio: ....

PARTE II

1. Altre informazioni (ove opportuno): cfr. Addendum

2. Servizio tecnico incaricato delle prove: ....

3. Data del verbale di prova: ....

4. Numero del verbale di prova: ....

5. Eventuali osservazioni: cfr. Addendum

6. Luogo: ....

7. Data: ...

8. Firma: ...

9. Si allega l'indice del fascicolo di omologazione depositato presso l'autorità che rilascia l'omologazione, del quale si può richiedere copia.

---

(1) Cancellare la dicitura inutile.
(2) Se i mezzi di identificazione del tipo contengono dei caratteri che non interessano la descrizione del tipo di veicolo, componente o entità tecnica di cui alla presente scheda di omologazione, detti caratteri sono rappresentati dal simbolo: "?" (ad es.: ABC??123???).
(3) Cfr. definizione di cui all'allegato II A della direttiva 70/156/CEE.

Addendum alla scheda di omologazione CE n. ...

concernente l'omologazione in quanto componente di un dispositivo di illuminazione e/o di segnalazione luminosa per quanto riguarda la direttiva (le direttive) 76/757/CEE, 76/758/CEE, 76/759/CEE, 76/760/CEE, 76/761/CEE, 76/762/CEE, 77/538/CEE, 77/539/CEE e 77/540/CEE(1), modificata da ultimo dalla direttiva(e) .. /.. /CE

1. ALTRE INFORMAZIONI

1.1. Laddove applicabile, indicare per ciascuna luce:

1.1.1. la categoria(e) del dispositivo(i): ...

1.1.2. il numero e la categoria delle lampade (non applicabile ai catadiottri) (2): ...

1.1.3. il colore della luce emessa o riflessa: ...

1.1.4. Omologazione rilasciata per il solo uso come pezzo di ricambio dei veicoli in circolazione: sì/no (1)

1.2. Informazioni specifiche relative a determinati tipi di dispositivi di illuminazione o di segnalazione luminosa

1.2.1. Nel caso dei catadiottri: considerati singolarmente/come parte di un insieme (1)

1.2.2. Nel caso dei dispositivi di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore: dispositivo destinato all'illuminazione di uno spazio alto/lungo (1):

1.2.3. Nel caso dei proiettori: se sono muniti di un catadiottro regolabile, specificare la posizione(i) di montaggio del proiettore rispetto al suolo e al piano longitudinale mediano del veicolo, se il proiettore deve essere utilizzato soltanto in quella posizione(i): ...

1.2.4. Nel caso dei proiettori di retromarcia: il dispositivo deve essere installato sul veicolo soltanto in una coppia di luci: sì/no (1)

5. OSSERVAZIONI

5.1. Disegni

5.1.1. Nel caso dei dispositivi di illuminazione della targa di immatricolazione posteriore: il disegno n. ..., qui allegato, indica le condizioni geometriche di montaggio del dispositivo di illuminazione rispetto allo spazio riservato alla targa di immatricolazione e il contorno della superficie adeguatamente illuminata.

5.1.2. Nel caso dei catadiottri: il disegno n. ..., qui allegato, indica le condizioni geometriche di montaggio del dispositivo sul veicolo.

5.1.3. Nel caso di tutti gli altri dispositivi di illuminazione o di segnalazione luminosa: il disegno n. ..., qui allegato, indica le condizioni geometriche di montaggio del dispositivo sul veicolo, nonché l'asse e il centro di riferimento del dispositivo.

5.2. Nel caso dei proiettori: modo di funzionamento utilizzato durante la prova (punto 5.2.3.9 dell'allegato I della direttiva 76/761/CEE): ...

---

(1) Cancellare la dicitura inutile.
(2) Nel caso di luci con sorgente luminosa non sostituibile, indicare il numero e la potenza totale delle sorgenti luminose.

Appendice 3

ESEMPI DEL MARCHIO DI OMOLOGAZIONE CE DI COMPONENTE

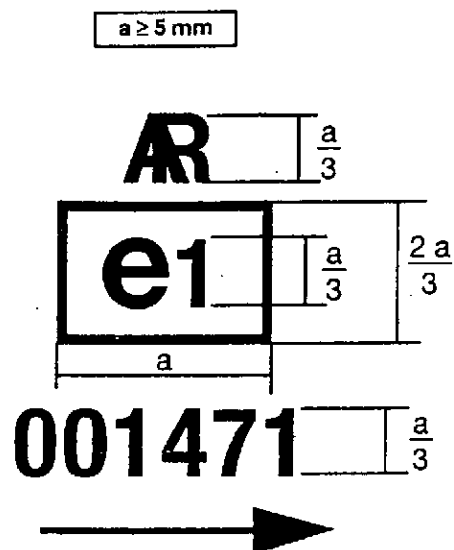
Figura 1

Il dispositivo recante il marchio di omologazione CE di componente qui raffigurato è un proiettore di retromarcia, omologato in Germania (e1) ai sensi della presente direttiva (00) con il numero di omologazione di base 1471. La freccia indica il lato in cui le prescrizioni fotometriche sono soddisfatte fino ad un angolo di 45° H.

Figura 2

Marcatura semplificata di luci raggruppate, combinate o mutuamente incorporate nel caso in cui due o più luci siano parte dello stesso insieme

(Le linee orizzontali e verticali schematizzano la forma del dispositivo di segnalazione luminosa e non fanno parte del marchio di omologazione)

MODELLO A

MODELLO B

MODELLO C

R 2a IA
02 01 02

L
00

S2 AR F
02 00 00

1712
e1
←

Nota: I tre esempi di marchi di omologazione, modelli A, B e C, rappresentano tre possibili varianti di marcatura di un dispositivo di illuminazione o di segnalazione luminosa, dove due o più luci fanno parte dello stesso insieme di luci raggruppate, combinate o mutuamente incorporate. Il presente marchio di omologazione indica che il dispositivo è stato omologato in Germania (e1) con il numero di omologazione di base 1712 e comprende:

un catadiottro della classe I A omologato in conformità della direttiva 76/757/CEE del Consiglio (GU n. L 262 del 27. 9. 1976, pag. 32), numero progressivo 02;

un indicatore di direzione posteriore della categoria 2a omologato in conformità della direttiva 76/759/CEE del Consiglio (GU n. L 262 del 27. 9. 1976, pag. 1), numero progressivo 01;

una luce di posizione posteriore rossa (R) omologata in conformità dell'allegato II della direttiva 76/758/CEE del Consiglio (GU n. L 262 del 27. 9. 1976, pag. 54), numero progressivo 02;

una luce posteriore per nebbia (F) omologata in conformità della direttiva 77/538/CEE, numero progressivo 00;

un proiettore di retromarcia (AR) omologato in conformità della direttiva 77/539/CEE, numero progressivo 00;

una luce di arresto a due livelli di intensità (S2) omologata in conformità dell'allegato II della direttiva 76/758/CEE, numero progressivo 02;

un dispositivo d'illuminazione della targa di immatricolazione posteriore (L) omologato in conformità della direttiva 76/760/CEE del Consiglio (GU n. L 262 del 27. 9. 1976, pag 85), numero progressivo 00.

ALLEGATO II

CAMPO DI APPLICAZIONE E PRESCRIZIONI TECNICHE

1. CAMPO DI APPLICAZIONE

La presente direttiva si applica ai proiettori di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi.

2. PRESCRIZIONI TECNICHE

2.1. Le prescrizioni tecniche sono quelle di cui ai punti 1 e da 5 a 8 e agli allegati 3 e 4 del regolamento n. 23 dell'ECE/ONU, che consiste nella codificazione dei seguenti documenti:

— il regolamento nella sua versione originale (00) comprendente i supplementi da 1 a 4 del regolamento n. 23 e una rettifica [1],

— il supplemento 5 del regolamento n. 23 [2],

ad eccezione di quanto segue:

2.1.1. dove viene fatto riferimento al "regolamento n. 48", si deve intendere "direttiva 76/756/CEE";

2.1.2. dove viene fatto riferimento al "regolamento n. 37", si deve intendere "allegato VII della direttiva 76/761/CEE";

2.1.3. al punto 6.4, penultima parte, la frase "(vedi punto 2 del presente regolamento)" deve essere intesa come "(vedi appendice 1 dell'allegato I alla presente direttiva)";

2.1.4. al punto 6.4, ultima parte, la frase "una dichiarazione al punto 11 'Osservazioni' del modulo di comunicazione (vedi allegato 1 del presente regolamento)", deve essere intesa come "una dichiarazione all'addendum della scheda di omologazione (vedi appendice 2 dell'allegato I della presente direttiva)".

---

[1] E/ECE/324. E/ECE/TRANS/505. } Rev. 1/Add. 22/Rev. 1.

[2] E/ECE/324. E/ECE/TRANS/505. } Rev. 1/Add. 22/Rev. 1/Mod. 1.

Prescrizioni tecniche del regolamento n. 23 della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite di cui all'articolo 3 e all'allegato II, punto 2.1 della direttiva 97/32/CE(¹) della Commissione che adegua al progresso tecnico la direttiva 77/539/CEE del Consiglio relativa ai proiettori di retromarcia dei veicoli a motore e dei loro rimorchi

1. DEFINIZIONI

Ai fini del presente regolamento:

1.1. Per *«proiettore di retromarcia»* si intende la luce del veicolo destinata ad illuminare il piano stradale retrostante al veicolo e ad avvertire gli altri utenti della strada che il veicolo effettua o sta per effettuare la retromarcia.

1.2. Al presente regolamento si applicano le definizioni del regolamento n. 48 e della sua serie di modifiche in vigore al momento della domanda di omologazione.

1.3. Per «proiettori di retromarcia di *tipi* diversi» si intendono proiettori che differiscono sostanzialmente per quanto riguarda:

1.3.1. marchio di fabbrica o commerciale,

1.3.2. caratteristiche del sistema ottico,

1.3.3. componenti aggiuntivi tali da alterare gli effetti ottici per riflessione, rifrazione o assorbimento e

1.3.4. categoria di lampada.

5. PRESCRIZIONI GENERALI

5.1. Ciascun campione deve essere conforme alle prescrizioni indicate nei punti seguenti.

5.2. I proiettori di retromarcia devono essere progettati e costruiti in modo tale che, nelle normali condizioni d'impiego e malgrado le vibrazioni cui possono essere sottoposti, continuino a funzionare correttamente e conservino le caratteristiche prescritte dal presente regolamento.

6. INTENSITÀ DELLA LUCE EMESSA

6.1. L'intensità della luce emessa da ciascuno dei due campioni deve essere compresa tra i valori minimi e massimi sotto specificati e deve essere misurata rispetto all'asse di riferimento nelle direzioni sotto indicate (espresso in gradi dell'angolo con l'asse di riferimento).

6.2. L'intensità lungo l'asse di riferimento deve essere almeno pari a 80 cd.

6.3. L'intensità della luce emessa in tutte le direzioni di osservazione non deve superare

300 cd nelle direzioni situate nel piano orizzontale o al di sopra di esso;

oppure

600 cd nelle direzioni situate al di sotto del piano orizzontale.

6.4. In qualsiasi altra direzione di misura di cui all'allegato 3 del presente regolamento, l'intensità luminosa non deve essere inferiore ai valori minimi indicati in tale allegato.

Tuttavia, se il proiettore di retromarcia è destinato ad essere installato su un veicolo esclusivamente in una coppia di luci, l'intensità fotometrica può essere verificata soltanto sino ad un angolo di 30° verso l'interno, per il quale deve essere ottenuto un valore fotometrico di almeno 25 cd.

(¹) GU n. L 171 del 30. 6. 1997, pag. 63.

Questa condizione deve essere chiaramente esposta nella domanda di omologazione e nella relativa documentazione (cfr. punto 2 del presente regolamento).

Inoltre, se l'omologazione è concessa a tale condizione, deve essere apposta una annotazione nel punto 11 «osservazioni» del modulo di comunicazione (cfr. allegato 1 del presente regolamento) per informare che il dispositivo è destinato ad essere installato esclusivamente in una coppia di luci.

6.5. Se ha più di una sorgente luminosa, la luce unica deve essere conforme alle prescrizioni sull'intensità minima in caso di guasto di una sorgente luminosa e quando tutte le sorgenti luminose sono attivate le intensità massime non possono essere superate.

7. PROCEDURA DI PROVA

7.1. Tutte le misurazioni vanno effettuate con lampade campione incolori dei tipi prescritti per il dispositivo e regolate in modo da emettere il flusso luminoso di riferimento prescritto per questi tipi di lampade.

7.1.1. Tutte le misurazioni relative ai dispositivi con sorgenti luminose non sostituibili (lampade e altre) vanno effettuate rispettivamente con una tensione di 6.75 V. 13,5 V o 28,0 V.

Per le sorgenti luminose munite di un sistema di alimentazione speciale, le tensioni suddette vanno applicate ai connettori di ingresso di tale sistema. Il laboratorio incaricato delle prove può esigere che il fabbricante fornisca il sistema di alimentazione speciale previsto per le sorgenti luminose.

8. COLORE DELLA LUCE EMESSA

Il colore della luce emessa è bianco. Se sussistono dubbi, il colore può essere controllato in base alla definizione del colore della luce bianca di cui all'allegato 4 del presente regolamento.

ALLEGATO 3

Misurazioni fotometriche

1. METODI DI MISURAZIONE

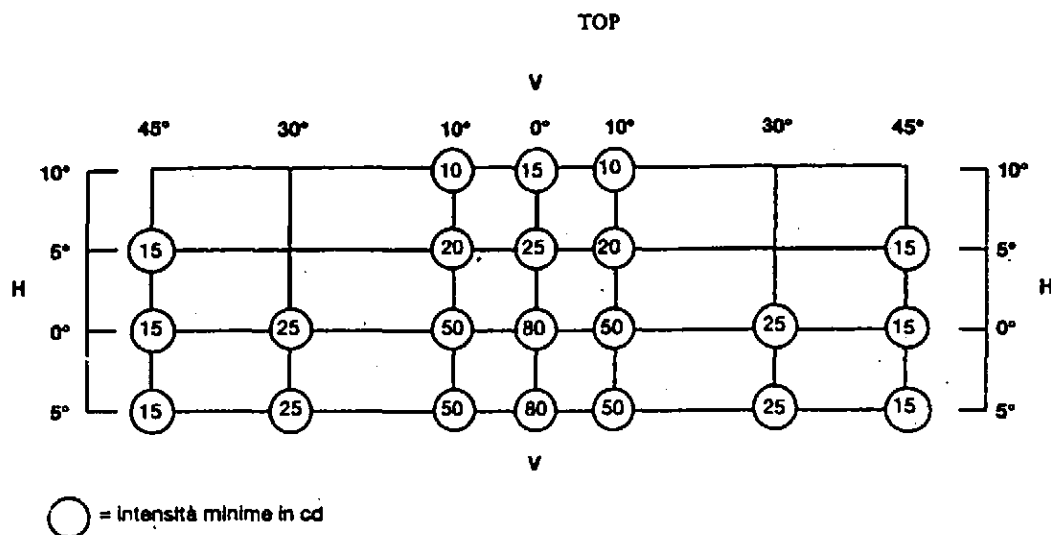
1.1. Durante le misurazioni fotometriche, un'adeguata schermatura deve evitare riflessi parassiti.

1.2. In caso di contestazione sui risultati delle misure, queste ultime debbono essere eseguite in modo da soddisfare le seguenti prescrizioni:

1.2.1. la distanza di misura deve essere tale che si possa applicare la legge dell'inverso del quadrato della distanza;

1.2.2. l'apparecchiatura di misurazione deve essere tale che l'angolo sotteso dal ricevitore dal centro di riferimento della luce sia compreso tra 10' e 1°;

1.2.3. l'intensità prescritta per una determinata direzione di osservazione è soddisfatta se questa intensità viene ottenuta in una direzione che non si discosti di più di un quarto di grado dalla direzione di osservazione.

2. PUNTI DI MISURAZIONE ESPRESSI IN GRADI RISPETTO ALL'ASSE DI RIFERIMENTO E VALORI DELLE INTENSITÀ MINIME DELLA LUCE EMESSA

2.1. Le direzioni H = 0° e V = 0° corrispondono agli assi di riferimento. Sul veicolo essi sono orizzontali, paralleli al piano longitudinale mediano del veicolo ed orientati nel senso di visibilità richiesto. Essi passano per il centro di riferimento. I valori indicati nella tabella corrispondono, per le diverse direzioni di misura, alle intensità minime in cd.

2.2. Se all'esame visivo una luce sembra presentare notevoli variazioni locali di intensità, si deve verificare che nessuna intensità, misurata tra due delle direzioni di misura sopra citate, sia inferiore al 50% dell'intensità minima più debole tra le due prescritte per le direzioni di misura in questione.

3. MISURAZIONE FOTOMETRICA DEI DISPOSITIVI CON DIVERSE SORGENTI LUMINOSE

Le prestazioni fotometriche vengono verificate come segue.

3.1. Per sorgenti luminose non sostituibili (lampade e altre):

con le sorgenti luminose presenti nel dispositivo, in conformità del punto 7.1.1 del presente regolamento.

3.2. Per le sorgenti luminose sostituibili:

se sono munite di lampade di serie di 6,75 V, 13,5 V o 28,0 V, i valori dell'intensità luminosa prodotti devono essere compresi tra il limite massimo stabilito nel presente regolamento e il limite minimo del presente regolamento, maggiorati della deviazione ammissibile del flusso luminoso autorizzata per il tipo di lampada selezionata, secondo quanto stabilito nel regolamento n. 37 per le lampade di serie; può essere usata anche una lampada campione, in ciascuna delle singole posizioni in sequenza, regolata al flusso di riferimento; in questo caso vengono addizionate le singole misurazioni in ciascuna posizione.

ALLEGATO 4

Colore della luce bianca

(Coordinate tricromatiche)

limite verso il blu	$x \geq 0,310$
limite verso il giallo	$x \leq 0,500$
limite verso il verde	$y \leq 0,150+0,640x$
limite verso il verde	$y \leq 0,440$
limite verso il porpora	$y \geq 0,050+0,750x$
limite verso il rosso	$y \geq 0,382$

Per la verifica di queste caratteristiche colorimetriche viene impiegata una sorgente luminosa con temperatura di colore di 2 854 K corrispondente all'illuminante A della Commissione internazionale per l'illuminazione (CIE).

Tuttavia, per le luci con sorgenti luminose non sostituibili (lampade e altre), le caratteristiche colorimetriche devono essere verificate con le sorgenti luminose presenti nel dispositivo, in conformità del punto 7.1.1 del presente regolamento.

98A3385

DECRETO 22 aprile 1998.

Ulteriori disposizioni in materia di revisione generale dei veicoli a motore e dei rimorchi per l'anno 1998.

IL MINISTRO DEI TRASPORTI
E DELLA NAVIGAZIONE

Visto l'art. 80, comma 1 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, «Nuovo codice della strada», secondo il quale il Ministro dei trasporti dispone, con propri decreti, i criteri, i tempi e le modalità per la effettuazione della revisione generale o parziale dei veicoli a motore e dei rimorchi;

Visto il suindicato art. 80, comma 2, secondo il quale le prescrizioni contenute nei decreti in questione debbono essere in armonia con quelle contenute nelle direttive della Comunità europea relative al controllo tecnico dei veicoli a motore;

Visto il decreto ministeriale del 5 maggio 1995, n. 270 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 156 del 6 luglio 1995), che stabilisce quali siano le categorie dei veicoli da sottoporre periodicamente a revisione generale nonché gli elementi degli stessi su cui deve essere effettuato il controllo tecnico;

Visti i decreti ministeriali 27 febbraio 1997 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 53 del 5 marzo 1997) e 30 dicembre 1997 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 2 del 3 gennaio 1998) con i quali è stata disposta per il 1997 la revisione di alcune categorie di veicoli;

Decreta:

Art. 1.

1. Fermi restando i contenuti dei decreti ministeriali citati in premessa, è altresì disposta per il 1998 la revisione generale delle autovetture ed autoveicoli per uso promiscuo e autocaravan, immatricolati per la prima volta con targa civile italiana entro il 31 dicembre 1990, con esclusione di quelli che siano stati sottoposti a visita e prova per l'accertamento dei requisiti di idoneità alla circolazione nel quadriennio precedente o lo saranno nel 1998;

rimorchi di massa complessiva non superiore a 3,5 t, immatricolati per la prima volta entro il 31 dicembre 1990, con esclusione di quelli che siano stati sottoposti a visita e prova per l'accertamento dei requisiti di idoneità alla circolazione nel quadriennio precedente o lo saranno nel 1998;

2. La revisione è diretta ad accertare quanto indicato nell'art. 2 del decreto ministeriale 13 gennaio 1997, n. 20.

Art. 2.

1. Le operazioni di revisione devono essere effettuate nel corso dell'anno 1998 secondo il seguente calendario:

entro il 30 giugno per i veicoli aventi targa di immatricolazione la cui ultima cifra è 6;

entro il 31 luglio per i veicoli aventi targa di immatricolazione la cui ultima cifra è 7,

entro il 30 settembre per i veicoli aventi targa di immatricolazione le cui ultime cifre sono 8 o 9;

entro il 31 ottobre per i veicoli aventi targa di immatricolazione la cui ultima cifra è 0;

entro il 30 novembre per i veicoli aventi targa di immatricolazione la cui ultima cifra è 1, 2 o 3;

entro il 31 dicembre per i veicoli aventi targa di immatricolazione la cùi ultima cifra è 4 o 5.

2. Per tali veicoli è consentita la circolazione, in presenza di prenotazione effettuata entro le date sopra riportate per un periodo massimo di due mesi oltre il termine di scadenza, ed inoltre per il giorno stabilito per la revisione.

3. Per i veicoli che siano stati sottoposti a rinnovo dell'immatricolazione ai sensi degli articoli 95 e 102 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, e per i quali ricorra l'obbligo della revisione nel corso dell'anno in cui è avvenuto il rinnovo stesso, le operazioni di revisione devono essere effettuate nei termini previsti in base alla precedente targa d'immatricolazione.

Roma, 22 aprile 1998

Il Ministro: BURLANDO

98A3458

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

DECRETO 24 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Viviana», in Foggia.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «Viviana» a r.l., con sede nel comune di Foggia, costituita per rogito notaio Silvio Nobile in data 18 giugno 1971, repertorio n. 252453, tribunale di Foggia, registro imprese n. 2595, B.U.S.C. posizione n. 1177/116170, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 24 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3393

DECRETO 24 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «La Rinascente», in Orta Nova.

IL DIRIGENTE

DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «La Rinascente» a r.l., con sede nel comune di Orta Nova, costituita per rogito notaio Luigi Tacchi Ventura in data 5 maggio 1975, repertorio n. 40341, tribunale di Foggia, registro imprese n. 3319, B.U.S.C. posizione n. 1565/139431, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 24 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3391

DECRETO 25 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Cooperativa edilizia dei lavoratori di Zapponeta», in Zapponeta.

IL DIRIGENTE

DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «Cooperativa edilizia dei lavoratori di Zapponeta» a r.l., con sede nel comune di Zapponeta, costituita per rogito notaio Filippo Rizzo Corallo in data 19 maggio 1979, repertorio n. 3240, tribunale di Foggia, registro imprese n. 4308, B.U.S.C. posizione n. 2104/168866, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 25 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3389

DECRETO 26 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Aurora», in Peschici.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «Aurora» a r.l., con sede nel comune di Peschici, costituita per rogito notaio Italo Di Maria in data 16 giugno 1972, repertorio n. 2889, tribunale di Lucera, registro imprese n. 433, B.U.S.C. posizione n. 1241/120690, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 26 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3390

DECRETO 27 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Celenna», in Celenza Valfortore.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «Celenna» a r.l., con sede nel comune di Celenza Valfortore, costituita per rogito notaio Ruggero Imbellone in data 12 dicembre 1975, repertorio n. 68, tribunale di Lucera, registro imprese n. 619, B.U.S.C. posizione n. 1661/144146, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 27 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3388

DECRETO 27 marzo 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Danubio», in Foggia.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI FOGGIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile, così come integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative edilizie, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale d'ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte seconda, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza di patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Decreta:

La società cooperativa «Danubio» a r.l., con sede nel comune di Foggia, costituita per rogito notaio Alfonso Amorosa in data 17 ottobre 1979, repertorio n. 17861, tribunale di Foggia, registro imprese n. 4403, B.U.S.C. posizione n. 2154/171731, è sciolta, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Foggia, 27 marzo 1998

Il direttore: GONNELLA

98A3392

DECRETO 7 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Tessilmoda Coop.» a r.l., in Motta S. Giovanni.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI REGGIO CALABRIA

Visto l'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Considerato che il provvedimento di scioglimento non comporta una fase liquidatoria;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dal quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del Direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Sentito il parere della Commissione centrale per le cooperative di cui all'art. 18 della legge 17 febbraio 1971, n. 127;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1995, n. 400:

società cooperativa «Tessilmoda Coop.» a r.l., con sede in Motta San Giovanni, costituita per rogito notaio B. Poggio in data 6 dicembre 1979, repertorio n. 396289, registro società n. 57/80, tribunale di Reggio Calabria.

Reggio Calabria, 7 aprile 1998

Il direttore: LAGANÀ

98A3404

DECRETO 7 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Icaro 93» a r.l., in Reggio Calabria.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI REGGIO CALABRIA

Visto l'art. 2544 del codice civile integrato dall'art. 18 della legge n. 59/1992;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Considerato che il provvedimento di scioglimento non comporta una fase liquidatoria;

Visto il verbale di ispezione ordinaria dal quale risulta che la società cooperativa si trova nelle condizioni previste dal citato art. 2544;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Visto il decreto del Direttore generale del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996;

Sentito il parere della Commissione centrale per le cooperative di cui all'art. 18 della legge 17 febbraio 1971, n. 127;

Decreta:

La seguente società cooperativa è sciolta ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina del commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge 17 luglio 1995, n. 400:

società cooperativa «Icaro 93» a r.l., con sede in Reggio Calabria, costituita per rogito notaio C. Zagami in data 27 aprile 1973, repertorio n. 8276, registro società n. 122/93, tribunale di Reggio Calabria.

Reggio Calabria, 7 aprile 1998

Il direttore: LAGANÀ

98A3405

DECRETO 8 aprile 1998.

Tabella dei valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame per la provincia di Siena.

IL MINISTRO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il comma 15 dell'art. 9-*quinquies* della legge 28 novembre 1996, n. 608, il quale stabilisce che il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, su conforme parere della Commissione centrale per la riscossione unificata dei contributi in agricoltura, previa proposta delle commissioni provinciali della manodopera agricola, formulata tenuto conto delle caratteristiche fisiche del territorio, dei modi correnti di coltivazione dei terreni e di allevamento e governo del bestiame, nonché delle consuetudini locali, determina per ciascuna provincia, con proprio decreto, i valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame;

Visto l'art. 9-*quinquies*, commi 11, 12, 13, 14, 16, 17 e 18 della legge 28 novembre 1996, n. 608, concernente l'accertamento ai fini previdenziali e contributivi delle giornate di lavoro prestate dai lavoratori di cui all'articolo 8 della legge 12 marzo 1968, n. 334;

Visto il decreto ministeriale dell'8 febbraio 1971 con il quale è stata approvata la deliberazione del 24 luglio e 28 agosto 1970 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Siena;

Vista la deliberazione del 21 aprile 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di cui all'art. 4 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modifiche, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, con la quale si è proceduto alla revisione dei valori medi per ettaro coltura e per ciascun capo di bestiame, precedentemente approvati con il predetto decreto ministeriale;

Visto il conforme parere della Commissione centrale di cui all'art. 9-*sexies*, comma 5, della legge 28 novembre 1996, n. 608;

Decreta:

I valori medi di impiego di manodopera, per singola coltura e per ciascun capo di bestiame nella provincia di Siena, sono determinati nelle misure indicate nella allegata tabella secondo la proposta contenuta nella deliberazione datata 21 aprile 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Siena, ai sensi dell'art. 9-*quinquies*, comma 15, della legge 28 novembre 1996, n. 608.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro: TREU

VALORI MEDI DI IMPIEGO DI MANODOPERA PER SINGOLE COLTURE E PER CIASCUN CAPO DI BESTIAME AI SENSI DEL COMMA 15, ART. 9-*quinquies* DELLA LEGGE 28 NOVEMBRE 1996, N. 608, PER LA PROVINCIA DI SIENA.

Coltura	Giornate per ettaro
Orto	200
Orto in serra	250
Pomodoro da mensa	80
Pomodoro da industria	30
Patata	40
Peperone	50
Barbabietola da zucchero	26
Carciofo	55
Cocomero/melone	64
Zucchine	50
Tabacco	130
Vivaio a pieno campo	200
Vivaio in serra	230
Vite	105
Olivo	25
Prato	7
Prato/pascolo	2
Seminativo arborato	14
Seminativo frumento	5
Mais	16
Girasole	4
Colza	4
Castagneto	14
Bosco misto	4

Allevamenti	Giornate per capo
Ovini/caprini	1,00
Suini	4,00
Bovini da latte	9,00
Bovini da carne	6,00
Equini	5,00
Avicoli	0,15
Apicoltura (gg./arnia)	1,00

98A3406

DECRETO 8 aprile 1998.

Tabella dei valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame per la provincia di Potenza.

IL MINISTRO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il comma 15 dell'art. 9-*quinquies* della legge 28 novembre 1996, n. 608, il quale stabilisce che il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, su conforme parere della Commissione centrale per la riscossione unificata dei contributi in agricoltura, previa proposta delle commissioni provinciali della manodopera agricola, formulata tenuto conto delle caratteristiche fisi-

che del territorio, dei modi correnti di coltivazione dei terreni e di allevamento e governo del bestiame, nonché delle consuetudini locali, determina per ciascuna provincia, con proprio decreto, i valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame;

Visto l'art. 9-*quinquies*, commi 11, 12, 13, 14, 16, 17 e 18 della legge 28 novembre 1996, n. 608, concernente l'accertamento ai fini previdenziali e contributivi delle giornate di lavoro prestate dai lavoratori di cui all'articolo 8 della legge 12 marzo 1968, n. 334;

Visto il decreto ministeriale del 21 marzo 1988 con il quale sono state approvate le deliberazioni del 13 febbraio e 26 giugno 1987 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Potenza;

Vista la deliberazione del 21 marzo 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di cui all'art. 4 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modifiche, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, con la quale si è proceduto alla revisione dei valori medi per ettaro coltura e per ciascun capo di bestiame, precedentemente approvati con il predetto decreto ministeriale;

Visto il conforme parere della Commissione centrale di cui all'art. 9-*sexies*, comma 5, della legge 28 novembre 1996, n. 608;

Decreta:

I valori medi di impiego di manodopera, per singola coltura e per ciascun capo di bestiame nella provincia di Potenza, sono determinati nelle misure indicate nella allegata tabella secondo la proposta contenuta nella deliberazione datata 21 marzo 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Potenza, ai sensi dell'art. 9-*quinquies*, comma 15, della legge 28 novembre 1996, n. 608.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro: TREU

VALORI MEDI DI IMPIEGO DI MANODOPERA PER SINGOLE COLTURE E PER CIASCUN CAPO DI BESTIAME AI SENSI DEL COMMA 15, ART. 9-*quinquies* DELLA LEGGE 28 NOVEMBRE 1996, N. 608, PER LA PROVINCIA DI POTENZA.

Coltura	Giornate per ettaro
Cereale	10
Foraggere	10
Leguminose	15
Oliveto	30
Vigneto	60
Vigneto-oliveto	45
Frutteto	70
Orticole	100
Orticole e coltivazioni in serre	600
Fiori in serre	600
Florovivaistico	250
Tabacco	80
Barbabietola da zucchero	30
Bosco misto	5
Castagneto	25
Pascolo	3

Allevamenti	Giornate per capo
Bovini da latte	9
Bovini da carne	6
Equini	5
Ovini e caprini	1
Allevamenti di suini con almeno 20 capi	3
Avicunicoli con almeno 200 capi	0,5
Apicoltura (a cassetta)	1

98A3407

DECRETO 8 aprile 1998.

Tabella dei valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame per la provincia di Massa Carrara.

IL MINISTRO DEL LAVORO
E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il comma 15 dell'art. 9-*quinquies* della legge 28 novembre 1996, n. 608, il quale stabilisce che il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, su conforme parere della Commissione centrale per la riscossione unificata dei contributi in agricoltura, previa proposta delle commissioni provinciali della manodopera agricola, formulata tenuto conto delle caratteristiche fisiche del territorio, dei modi correnti di coltivazione dei terreni e di allevamento e governo del bestiame, nonché delle consuetudini locali, determina per ciascuna provincia, con proprio decreto, i valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame;

Visto l'art. 9-*quinquies*, commi 11, 12, 13, 14, 16, 17 e 18 della legge 28 novembre 1996, n. 608, concernente l'accertamento ai fini previdenziali e contributivi delle giornate di lavoro prestate dai lavoratori di cui all'articolo 8 della legge 12 marzo 1968, n. 334;

Visto il decreto ministeriale del 5 marzo 1971 con il quale sono state approvate le deliberazioni del 13, 20 e 26 novembre 1970 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Massa Carrara;

Vista la deliberazione del 20 giugno 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di cui all'art. 4 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modifiche, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, con la quale si è proceduto alla revisione dei valori medi

per ettaro coltura e per ciascun capo di bestiame, precedentemente approvati con il predetto decreto ministeriale;

Visto il conforme parere della Commissione centrale di cui all'art. 9-*sexies*, comma 5, della legge 28 novembre 1996, n. 608;

Decreta:

I valori medi di impiego di manodopera, per singola coltura e per ciascun capo di bestiame nella provincia di Massa Carrara, sono determinati nelle misure indicate nell'allegata tabella secondo la proposta contenuta nella deliberazione datata 20 giugno 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Massa Carrara, ai sensi dell'art. 9-*quinquies*, comma 15, della legge 28 novembre 1996, n. 608.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro: TREU

VALORI MEDI DI IMPIEGO DI MANODOPERA PER SINGOLE COLTURE E PER CIASCUN CAPO DI BESTIAME AI SENSI DEL COMMA 15, ART. 9-*quinquies* DELLA LEGGE 28 NOVEMBRE 1996, N. 608, PER LA PROVINCIA DI MASSA CARRARA.

Coltura	Giornate per ettaro
Coltura tradizionale:	
Seminativo arborato (frutteti - viti)	30
Seminativo arborato (oliveto o es. da legno)	20
Ortaggi a pieno campo	180
Ortaggi in serra	280
Fiori in pieno campo	260
Fiori in serra	750
Prato irriguo	10
Prato naturale	2
Castagneto	20
Bosco ceduo	3
Vite	110
Olivo	25
Coltura specializzata:	
Frumento	5
Mais	16
Grano saraceno	10
Farro	10
Patata	25
Zucchino	70
Pomodoro da mensa	80
Piante officinali	70
Frutti da sotto bosco	200
Vite	110
Olivo	60
Melo	70
Limone	90

Allevamenti	Giornate per capo
Bovini da latte	9
Bovini da carne	6
Equini	5
Suini	4
Ovini	1
Arnie	1
Polli da uova (gg./100 capi)	11
Polli da carne (gg./100 capi)	0,3
Conigli (gg./50 fattrici)	20

98A3408

DECRETO 8 aprile 1998.

Tabella dei valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame per la provincia di Imperia.

IL MINISTRO DEL LAVORO
E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il comma 15 dell'art. 9-*quinquies* della legge 28 novembre 1996, n. 608, il quale stabilisce che il Ministero del lavoro e della previdenza sociale, su conforme parere della Commissione centrale per la riscossione unificata dei contributi in agricoltura, previa proposta delle commissioni provinciali della manodopera agricola, formulata tenuto conto delle caratteristiche fisiche del territorio, dei modi correnti di coltivazione dei terreni e di allevamento e governo del bestiame, nonché delle consuetudini locali, determina per ciascuna provincia, con proprio decreto, i valori medi di impiego di manodopera per singola coltura e per ciascun capo di bestiame;

Visto l'art. 9-*quinquies*, commi 11, 12, 13, 14, 16, 17 e 18 della legge 28 novembre 1996, n. 608, concernente l'accertamento ai fini previdenziali e contributivi delle giornate di lavoro prestate dai lavoratori di cui all'articolo 8 della legge 12 marzo 1968, n. 334;

Visto il decreto ministeriale del 5 marzo 1997 con il quale è stata approvata la deliberazione del 22 dicembre 1970 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Imperia;

Vista la deliberazione del 18 marzo 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di cui all'art. 4 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7, convertito, con modifiche, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, con la quale si è proceduto alla revisione dei valori medi per ettaro coltura e per ciascun capo di bestiame, precedentemente approvati con il predetto decreto ministeriale;

Visto il conforme parere della Commissione centrale di cui all'art. 9-*sexies*, comma 5, della legge 28 novembre 1996, n. 608;

Decreta:

I valori medi di impiego di manodopera, per singola coltura e per ciascun capo di bestiame nella provincia di Imperia, sono determinati nelle misure indicate nel-

l'allegata tabella secondo la proposta contenuta nella deliberazione datata 18 marzo 1997 della commissione provinciale per la manodopera agricola di Imperia, ai sensi dell'art. 9-*quinquies*, comma 15, della legge 28 novembre 1996, n. 608.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 aprile 1998

Il Ministro: TREU

VALORI MEDI DI IMPIEGO DI MANODOPERA PER SINGOLE COLTURE E PER CIASCUN CAPO DI BESTIAME AI SENSI DEL COMMA 15, ART. 9-*quinquies* DELLA LEGGE 28 NOVEMBRE 1996, N. 608, PER LA PROVINCIA DI IMPERIA.

Colture	Giornate per ettaro
Floricole poliennali in pien'aria:	
Settembrine, statice (tatarico), peonie, ortensie, gisophila, agapanto, nerina, semprevivo e simili	300
Floricole poliennali in coltura protetta:	
Astromeria, euforbie, strelitzia, calla, amarillis e simili	500
Floricole annuali in pien'aria:	
Margherita, calendula, anemone, ranuncolo, papavero, agerato, delphinium, giacinti, narcisi, statice (sinuata), violaciocca, ixia, celosia, achillea, amaranta, agerato peperoncino e simili	450
Floricole annuali protette:	
Ranucolo, lilium, crisantemi, tulipani, violaciocca, bocche di leone e simili	800
Violette e colture floricole protette a più cicli:	
Lilium, crisantemi, tulipani e simili	1.300
Fronde in pien'aria:	
Mimosa, viburno sp., pitosforo, eucaliptus, photinia grevillea, palme sp., cicas e simili	300
Fronde in coltura protetta:	
Ruscus, asparagus sp., aralie, philodendro sp., felci sp., papiro, ligularia, aspidista e simili	600
Ginestra	550
Rosa in pien'aria	600
Rose in coltura protetta	900
Garofano	1.800
Gerbera	1.800
Orchidea	800
Piante ornamentali in vaso in coltura protetta	1.600
Piante grasse o succulente	1.200
Vivai in pien'aria	1.000
Vivai in coltura protetta	3.000
Orticole:	
Colture orticole e officinali in pien'aria	200
Colture orticole in coltura protetta	700
Basilico in coltura protetta	1.500
Carciofo	100
Altre colture:	
Oliveto	60
Vigneto	110
Frutteto	80
Seminativo	10
Prato	3
Selvicoltura a castagno da frutto	20
Lavandeto	50

Allevamenti	Giornate per capo
Bovini	9,0
Equini	5,0
Ovini e caprini	1,0
Suini	4,0
Avi-cunicoli:	
Polli da carne (gg. × 100 capi)	0,3
Polli da uova (gg. × 100 capi)	7,0
Conigli (gg. × 50 fattrici)	20,0
Api (gg. × alveare)	2,0
Acquacoltura (gg. × q.le)	1,0

98A3409

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «La Regina», in Sutri.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «La Regina», con sede nel comune di Sutri, costituita per rogito notaio Ottorino Ballarati in data 6 luglio 1961, repertorio n. 16093, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 1595, B.U.S.C. posizione n. 286/95091, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3394

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Alicoop», in Viterbo.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Alicoop», con sede nel comune di Viterbo, costituita per rogito notaio Luciano D'Alessandro in data 28 marzo 1990, repertorio n. 136594, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 8029, B.U.S.C. posizione n. 1730/246442, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3395

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Mondo Nuovo», in Farnese.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Mondo Nuovo», con sede nel comune di Farnese, costituita per rogito notaio Teodoro Orzi in data 4 giugno 1969, repertorio n. 24705, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 1787, B.U.S.C. posizione n. 764/109305, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3396

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Visentium», in Viterbo.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata

da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Visentimum», con sede nel comune di Viterbo, costituita per rogito notaio Claudio Cerini in data 6 maggio 1991, repertorio n. 129755, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 8710, B.U.S.C. posizione n. 1789/255471, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3397

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Falisca 89», in Civita Castellana.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Falisca 89», con sede nel comune di Civita Castellana, costituita per rogito notaio Togandi Giuseppe in data 21 marzo 1989, repertorio n. 37682, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 7574 B.U.S.C. posizione n. 1689/240327, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3398

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Verentum», in Valentano.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Verentum», con sede nel comune di Valentano, costituita per rogito notaio Orazio Mariani in data 18 ottobre 1961, repertorio n. 1872, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 1365, B.U.S.C. posizione n. 152/71617, è sciolta ai sensi e per gli effetti

dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3399

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Col. Ser.», in Soriano C.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della Commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Col. Ser.», con sede nel comune di Soriano C., costituita per rogito notaio Simoni Mario in data 20 febbraio 1978, repertorio n. 18897, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 2913, B.U.S.C. posizione n. 1123/158322, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3400

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Produttori carni Corchiano», in Corchiano.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Produttori carni Corchiano», con sede nel comune di Corchiano, costituita per rogito notaio Ferrari Cesare K. in data 29 luglio 1980, repertorio n. 490, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 3544, B.U.S.C. posizione n. 1305/179210, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3401

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «Tecnoelettra», in Orte.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della Commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «Tecnoelettra», con sede nel comune di Orte, costituita per rogito notaio Giuseppe Togandi in data 3 gennaio 1989, repertorio n. 36598, tribunale di Viterbo, registro imprese n. 7411, B.U.S.C. posizione n. 1674/238123, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3402

DECRETO 9 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «S.T.A.R.E.M.», in Tarquinia.

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO DI VITERBO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947 e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Vista la legge n. 400 del 17 luglio 1975;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale del 6 marzo 1996 col quale la direzione generale della cooperazione demanda agli uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il verbale di ispezione ordinaria eseguita nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal comma 1, parte prima, del predetto articolo del codice civile;

Accertata l'assenza del patrimonio da liquidare afferente il menzionato ente cooperativo;

Visto il parere del 4 febbraio 1998, della commissione centrale per le cooperative, art. 18 della legge n. 127 del 17 febbraio 1971;

Decreta:

La società cooperativa «S.T.A.R.E.M.», con sede nel comune di Tarquinia, costituita per rogito notaio Giovanni Parasassi in data 6 febbraio 1984, repertorio n. 5045, tribunale di Civitavecchia, registro imprese n. 503/84, B.U.S.C. posizione n. 1479/204669, è sciolta ai sensi e per gli effetti dell'art. 2544 del codice civile, senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore, in virtù dell'art. 2 della legge n. 400 del 17 luglio 1975.

Viterbo, 9 aprile 1998

Il direttore: BARBATO

98A3403

DECRETO 10 aprile 1998.

Scioglimento della società cooperativa «La Palma soc. coop. sociale a r.l.», in Ceriana.

IL DIRETTORE
DELLA DIREZIONE PROVINCIALE DEL LAVORO DI IMPERIA

Visto l'art. 2544 del codice civile;

Considerato che dagli accertamenti ispettivi eseguiti, da questa direzione provinciale del lavoro nei confronti della società cooperativa «La Palma società cooperativa sociale a r.l.» con sede in Ceriana (Imperia), corso Italia 1, emerge che la medesima si trova nelle condizioni previste dal precitato art. 2544 del codice civile per lo scioglimento d'autorità;

Tenuto conto che non vi sono pendenze attive o passive da definire e che pertanto non è necessaria la procedura di liquidazione;

Visto il decreto direttoriale - Direzione generale della cooperazione, 6 marzo 1996;

Sentito il Comitato centrale per le cooperative che ha espresso parere favorevole in data 4 marzo 1998;

Decreta:

La società cooperativa «La Palma società cooperativa sociale a r.l.», con sede in Ceriana (Imperia), costituita per rogito notaio dott. Marzi Antonio, in data 16 marzo 1995, repertorio n. 41519, registro imprese n. 7593, è sciolta, ai sensi dell'art. 2544 del codice civile senza far luogo alla nomina del liquidatore.

Imperia, 10 aprile 1998

Il direttore reggente: PAGLIALONGA

98A3387

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

ORDINANZA 6 aprile 1998.

Calendario scolastico nazionale per l'anno 1998/99. (Ordinanza n. 72).

IL MINISTRO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 74 del decreto legislativo 16 aprile 1994, n. 297 e successive modifiche ed integrazioni;

Udito il parere espresso dal Consiglio nazionale della pubblica istruzione nell'adunanza del 10 febbraio 1998, che non si è reso possibile recepire in relazione alle disposizioni in vigore;

Ritenuta la necessità di emanare l'ordinanza di cui al comma 5 del citato art. 74 per l'anno scolastico 1998/99;

Ravvisata l'opportunità, in attesa dell'emanazione dei regolamenti previsti dall'art. 21 della legge 15 marzo 1997, n. 59, di dover confermare, per l'anno scolastico 1998/1999, le disposizioni impartite con ordinanza ministeriale n. 329, prot. n. 15608/BL del 27 maggio 1997 relativa al calendario scolastico per l'anno 1997/98, con i necessari adattamenti delle cadenze temporali degli adempimenti:

Ordina:

Art. 1.

1. Per il calendario scolastico relativo all'anno 1998/99 sono confermate le disposizioni impartite con la ordinanza ministeriale n. 329 citata in premessa con gli adattamenti delle cadenze temporali indicati negli articoli seguenti.

Art. 2.

1. I Sovrintendenti scolastici regionali determinano la data di inizio delle lezioni, che può essere diversificata per ordine di scuola, ed il calendario relativo al loro svolgimento entro il 15 maggio 1998.

Art. 3.

1. Nelle scuole e istituti di tutti gli ordini le lezioni hanno termine il 10 giugno 1999.

2. Limitatamente alle classi terminali degli istituti professionali e degli istituti d'arte in cui si effettuano, rispettivamente, esami di qualifica ed esami di licenza di maestro d'arte, le lezioni hanno termine il 5 giugno 1999.

Art. 4.

1. Gli esami di licenza di scuola media hanno inizio il 15 giugno 1999.

2. Gli esami di maturità, di licenza linguistica e di abilitazione all'insegnamento nelle scuole materne hanno inizio, per l'intero territorio nazionale, il 23 giugno 1999.

Il Ministro: BERLINGUER

Registrato alla Corte dei conti il 24 marzo 1998
Registro n. 1 Pubblica istruzione, foglio n. 31

98A3459

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

UNIVERSITÀ DELLA CALABRIA IN COSENZA

DECRETO RETTORALE 2 aprile 1998.

Modificazioni allo statuto dell'Università.

IL RETTORE

Visto lo statuto dell'Università degli studi della Calabria, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 1° dicembre 1971, n. 1329, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Visto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071 - Modifiche ed aggiornamenti al testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, convertito nella legge 20 gennaio 1936, n. 78;

Visto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652 - Disposizioni sull'ordinamento didattico universitario e successive modificazioni;

Vista la legge 11 aprile 1953, n. 312 - Introduzione insegnamenti negli statuti delle università;

Vista la legge 21 febbraio 1980, n. 28 - Delega al Governo per il riordinamento della docenza universitaria e relativa fascia di formazione per la sperimentazione organizzativa e didattica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382 - Riordinamento della docenza universitaria e relativa fascia di formazione per la sperimentazione organizzativa e didattica;

Vista la legge 9 maggio 1989, n. 168 - Istituzione del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1994 - Individuazione dei settori scientifico-disciplinari degli insegnamenti universitari, ai sensi dell'art. 14 della legge 19 novembre 1990, n. 341;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 6 maggio 1994 - Integrazione all'allegato due del decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1994 recante individuazione dei settori scientifico-disciplinari degli insegnamenti universitari ai sensi dell'art. 14 della legge 19 novembre 1990, n. 341;

Visto il decreto rettorale del 7 ottobre 1996 relativo all'istituzione della Scuola di specializzazione in patologia clinica, indirizzo tecnico, presso la facoltà di farmacia di questa Università;

Visto il decreto rettorale 28 febbraio 1997, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 70 del 25 marzo 1997, relativo all'approvazione dello statuto d'autonomia dell'Università degli studi della Calabria;

Vista la proposta di modifica dello statuto formulata dagli organi accademici di quest'Ateneo;

Considerata la necessità di predisporre il bando d'ammissione per tempo;

Decreta:

L'art. 80 dello statuto dell'Università degli studi della Calabria è ulteriormente modificato come appresso:

il numero massimo degli specializzandi che possono essere ammessi è determinato in numero di venti l'anno e tiene conto delle capacità formative delle strutture di cui all'art. 76.

Dopo l'art. 80 è aggiunto il seguente nuovo articolo.

Art. 81.

Le funzioni di segretario verbalizzante nelle sedute del consiglio della Scuola di specializzazione sono espletate da un dipendente dell'Ateneo con profilo professionale non inferiore a collaboratore amministrativo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Cosenza, 2 aprile 1998

Il rettore: FREGA

98A3462

CIRCOLARI

MINISTERO DELLE FINANZE

CIRCOLARE 16 aprile 1998, n. 99/E.

Decreto legislativo 15 dicembre 1997, n. 446. Imposta regionale sulle attività produttive dovuta dalle amministrazioni pubbliche. Trasmissione comunicato stampa relativo all'IRAP.

Alle direzioni regionali delle entrate
Agli uffici delle entrate
Agli uffici distrettuali delle imposte dirette
Agli uffici dell'imposte sul valore aggiunto
Ai centri di servizio delle imposte dirette ed indirette
Alle direzioni centrali del dipartimento delle entrate
Alla direzione generale degli affari generali e del personale
Al segretariato generale
Alle regioni
Alle province
Ai comuni
Ai Ministeri
Alle Ragionerie centrali dei Ministeri
Alla Ragioneria generale dello Stato
Alle ragionerie provinciali dello Stato
Alle direzioni provinciali del tesoro
Alla Corte dei conti
Alla Presidenza del Consiglio dei Ministri
Al Senato della Repubblica
Alla Camera dei deputati
Al servizio centrale degli ispettori tributari
Al Comando generale della Guardia di finanza
All'Istituto nazionale della previdenza sociale

Per opportuna conoscenza si riporta l'unito comunicato stampa riguardante l'IRAP dovuta dagli enti pubblici:

«Con riferimento agli articoli apparsi sugli organi di stampa nei giorni successivi alla diramazione della circolare n. 97/E, relativa all'applicazione dell'Irap per gli enti pubblici, si precisa quanto di seguito esposto.

Relativamente alle perplessità circa l'applicazione del criterio di cassa ovvero di competenza per la corretta determinazione della base imponibile su cui applicare le aliquote d'imposta previste dall'art. 16 del decreto legislativo n. 446 del 1997, e successive integrazioni e correzioni, si precisa che nella detta circolare è stato fatto riferimento al criterio di cassa anche relativamente alle retribuzioni dei lavoratori dipendenti laddove, al punto 3.2, viene specificato che la base imponibile è costituita dalle retribuzioni *erogate* (termine questo che nell'ordinamento tributario è stato sempre utilizzato per intendere il criterio di "cassa", nonché al paragrafo 6, dove si chiarisce che gli enti pubblici soggetti passivi dell'IRAP devono versare il relativo

acconto "entro il giorno 15 del mese successivo a quello di *erogazione delle retribuzioni* e dei compensi nelle misure e nei limiti di cui all'art. 16, comma 2, del decreto legislativo del 1997 ...". Si conferma, pertanto, il criterio di cassa.

In ordine alla deduzione dalla base imponibile dei contributi per le assicurazioni obbligatorie contro gli infortuni sul lavoro, si precisa che nella citata circolare n. 97/E l'esplicito richiamo ivi contenuto all'applicabilità per la determinazione della base imponibile del disposto della lettera *b)* del comma 1 dell'art. 11 del decreto legislativo n. 446 del 1997, non può che intendersi riferito ai casi in cui l'ente pubblico svolga sia attività commerciali sia attività non commerciali e opti per la determinazione della base imponibile relativa all'attività commerciale con il metodo analitico di cui all'art. 10, comma 2, del decreto in questione. In questi casi lo scomputo dei detti contributi non potrà che avvenire in misura proporzionale ai compensi afferenti le attività istituzionali e commerciali, qualora il personale sia utilizzato promiscuamente per entrambe le anzidette attività.

Circa la nozione di attività commerciale si conferma che si deve far riferimento alle norme del Tuir e, quindi, in particolare, all'art. 51 dello stesso, tenuto conto dell'esplicito conforme richiamo contenuto nel disposto del comma 5 del citato art. 10 del decreto legislativo n. 446 del 1997.

Si precisa, infine, che qualora siano stati eseguiti versamenti in difformità dei criteri enunciati nella citata circolare n. 97/E e nel presente comunicato stampa, gli enti interessati potranno procedere ai conguagli, conformemente agli anzidetti criteri, in sede di versamento del saldo dell'imposta stessa».

Si prega di dare la massima diffusione al contenuto della presente circolare.

Il direttore generale
del dipartimento delle entrate
ROMANO

98A3463

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento e classificazione di alcuni artifici pirotecnici

Con decreto ministeriale n. 559/C. 27492-XV.J(1514) del 3 aprile 1998, l'artificio pirotecnico denominato: «Bombetta Piroves 210 multicolore», che la ditta Pirotecnica Vesuvio intende produrre nella propria fabbrica in San Vito Ercolano (Napoli), contrada Focone, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella IV categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Ai sensi della circolare n. XV.H.03886 del 25 ottobre 1910, non è ammessa l'utilizzazione sul territorio nazionale del presente artificio che, avendo calibro superiore al massimo consentito, può essere destinato solo all'esportazione.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 27491-XV.J(1513) del 3 aprile 1998, l'artificio pirotecnico denominato: «Bombetta Piroves 130 multicolore», che la ditta Pirotecnica Vesuvio intende produrre nella propria fabbrica in San Vito Ercolano (Napoli), contrada Focone, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella IV categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 27493-XV.J(1515) del 3 aprile 1998, l'artificio pirotecnico denominato: «Bombetta Piroves 160 multicolore», che la ditta Pirotecnica Vesuvio intende produrre nella propria fabbrica in San Vito Ercolano (Napoli), contrada Focone, è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella IV categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 15306-XV.J(1384) del 26 marzo 1998, gli artifici pirotecnici denominati: «P0204 (d.f.: UB0142)» e «P0204A (d.f.: UB0143)», che la ditta Sipe Nobel S.r.l. intende importare dalla ditta China Panda Fireworks Manufactured Ltd. - Huangmao Town - Repubblica Popolare Cinese, sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nella V categoria - gruppo C dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

98A3410

Riconoscimento e classificazione di alcuni manufatti esplosivi

Con decreto ministeriale n. 559/C. 26975-XV.J(1490) del 3 aprile 1998, il manufatto esplosivo destinato anche all'allestimento del missile «Aspide» denominato: «Testa di guerra mod. 66/76» ed i suoi componenti, che la S.p.a. Fiatavio intende fabbricare presso il proprio stabilimento in Colleferro (Roma), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nelle categorie e gruppi dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico, come qui di seguito riportato:

testa di guerra mod. 66/76 completa di dispositivo S.A. mod. 3000: II cat. - gruppo A - n. ONU: 0286, 1.1D;

testa di guerra mod. 66/76 priva di dispositivo S.A.: II cat. - gruppo A - n. ONU: 0286, 1.1D;

Componenti:

dispositivo di sicurezza ed armamento (S.A.): mod. 3000: II cat. - gruppo B - n. ONU 0409 1.2D;

detonatore elettrico mod. 2021 fabbricato dalla Tracor Aerospace - San Ramon (U.S.A.): V cat. - gruppo B - n. ONU: 0456, 1.4S.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 22716.XV.J(1458) del 26 marzo 1998, l'esplosivo denominato: «Tutagex Ag 1», che la ditta Sipe Nobel S.r.l. intende produrre nel proprio stabilimento in Orbetello (Grosseto), è riconosciuto ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificato nella II categoria - gruppo A dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico, con numero ONU: 0082, 1.1D.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 28244-XV.J(1106) del 3 aprile 1998, il manufatto esplosivo denominato «Cartuccia cal. 105/51 Heat-T Im 360», nonché i relativi componenti esplosivi che la soc.

Simmel Difesa S.p.a. intende produrre nel proprio stabilimento in Colleferro (Roma), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nelle categorie e gruppi dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico, come di seguito indicato:

cartuccia cal. 105/51 Heat-T IM360: I categoria gruppo C - n. ONU: 0006, 1.1E;

proietto completo cal. 105/51 Heat-T IM 360: II categoria gruppo A - n. ONU: 0168, 1.1D;

cannello elettrico IM 48: IV categoria - n. ONU: 0319, 1.3G;

cannello elettrico M83: IV categoria - n. ONU: 0319, 1.3G;

tracciatore IM 39: IV categoria - n. ONU: 0306, 1.4G;

tracciatore M13: IV categoria - n. ONU: 0306, 1.4G;

miscela iniziatrice per tracciatore IM39 o M13: IV categoria - n. ONU: 0419, 1.2G;

miscela tracciante per tracciatore IM 39: IV categoria - n. ONU: 0419, 1.2G;

miscela tracciante per tracciatore M13: IV categoria - n. ONU: 0419, 1.2G.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 26534-XV.J (1338) del 3 aprile 1998, il dispositivo di sicurezza denominato «Air Bag 0006 8435/OM lato guida», che la ditta Trw Air Bag Systems S.r.l. intende assemblare nel proprio stabilimento in Bricherasio (Torino), nonché il relativo componente esplosivo denominato «Generatore di gas 0006 8435/OG (FG2-NA V009)», prodotto dalla soc. Trw Airbag Systems Gmbh & Co. KG - Aschau/Inn (Germania), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nella V categoria - gruppo A dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

In tutte le operazioni di trasporto, immagazzinamento, maneggio del dispositivo di sicurezza (montaggio/smontaggio dagli autoveicoli) devono essere osservate scrupolosamente le norme dettate dall'allegato «*B*» al regolamento di esecuzione del T.U.L.P.S. relative ai manufatti esplodenti della V categoria.

Il dispositivo installato sull'automezzo, opportunamente contrassegnato, è assimilato agli artifizi pirotecnici di cui alla nota «*B*» del decreto ministeriale 4 aprile 1973 (*Gazzetta Ufficiale* n. 120 del 10 maggio 1973).

La soc. Trw Air Bag Systems dovrà imporre contrattualmente ai clienti l'impegno di riportare sul libretto uso e manutenzione degli autoveicoli apposite prescrizioni al fine di vietare la manutenzione, sostituzione e rimozione dell'air bag dal veicolo se non a cura di personale a ciò qualificato.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 28242-XV.J (1239) del 3 aprile 1998, il manufatto esplosivo denominato «cartuccia cal. 76/62 TP-T IM 232 con finta spoletta», nonché i relativi componenti esplosivi che la soc. Simmel Difesa S.p.a. intende produrre nel proprio stabilimento in Colleferro (Roma), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nelle categorie e gruppi dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico, come di seguito indicato:

cartuccia cal. 76/62 TP-T IM 232 con finta spoletta: I categoria gruppo C - n. ONU: 0006, 1.1E;

proiettile carico cal. 76/62 TP-T IM 232: IV categoria - n. ONU: 0424, 1.3G;

tracciatore IM 30: IV categoria - n. ONU: 0306, 1.4G;

miscela iniziatrice per tracciatore IM 30: IV categoria - n. ONU: 0419, 1.2G;

miscela tracciante per tracciatore IM 30: IV categoria - n. ONU: 0419, 1.2G.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 1923-XV.J (863) del 3 aprile 1998, i segnali di soccorso denominati: «Razzo a luce rossa con paracadute "Mugnaioni" e "Cartuccia Mugnaioni Very 25"», che la Mugnaioni S.r.l. intende fabbricare presso il proprio opificio in Ponsacco (Pisa), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nella IV categoria dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

Con decreto ministeriale n. 559/C. 21988-XV.J (1452) del 3 aprile 1998, il dispositivo di sicurezza denominato «Air Bag 0006 5890/OM lato passeggero», che la ditta Trw Air Bag System S.r.l. intende assemblare nel proprio stabilimento in Bricherasio (Torino), nonché il relativo componente esplosivo denominato «Generatore di gas 0006 5890/OG (14 Pill P3.3)», prodotto dalla soc. Trw Vehicle Safety Systems - Queen Creek (U.S.A.), sono riconosciuti ai sensi dell'art. 53 del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza e classificati nella V categoria - gruppo A dell'allegato «*A*» al regolamento di esecuzione del citato testo unico.

In tutte le operazioni di trasporto, immagazzinamento, maneggio del dispositivo di sicurezza (montaggio/smontaggio dagli autoveicoli) devono essere osservate scrupolosamente le norme dettate dall'Allegato «*B*» al regolamento di esecuzione del T.U.L.P.S. relative ai manufatti esplodenti della V categoria.

Il dispositivo installato sull'automezzo, opportunamente contrassegnato, è assimilato agli artifizi pirotecnici di cui alla nota «*B*» del decreto ministeriale 4 aprile 1973 (*Gazzetta Ufficiale* n. 120 del 10 maggio 1973).

La soc. Trw Air Bag Systems dovrà imporre contrattualmente ai clienti l'impegno di riportare sul libretto uso e manutenzione degli autoveicoli apposite prescrizioni al fine di vietare la manutenzione, sostituzione e rimozione dell'air bag dal veicolo se non a cura di personale a ciò qualificato.

98A3411

MINISTERO DELLA DIFESA

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di immobili nei comuni di Mozzo, Maniago, Desio, Valvasone, Vogogna, Ragogna, Castelnuovo del Garda, Chiari, Valdidentro, Iseo, Robbio Lomellina, San Miniato, Boschetto, Rovato e Monza.

Con decreto interministeriale n. 729 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. (aliquota) di Ponte San Pietro sito nel comune di Mozzo (Bergamo) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita n. 1, foglio 9, mappale n. 3914 del N.C.T. della superficie di mq. 230 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 730 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono Cellina+Meduna (aliquota) sito nel comune di Maniago (Pordenone) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita n. 5819, foglio 67, mappale n. 139 del N.C.T. della superficie di mq. 110 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 731 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. sito nel comune di Desio (Milano) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita n. 1, foglio 4, mappale n. 51 del N.C.T. ed alla partita 356, mappale 1821 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 7830 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 732 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale sbarramento difensivo Delizia Ovest sito nel comune di Valvasone (Pordenone) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita n. 3146, foglio 41, mappali 309, 339 e 340 N.C.T. della superficie di mq. 780 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 733 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile

demaniale casermetta di custodia sito nel comune di Vogogna (Novara) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita n. 381, foglio 10, mappale n. 170 del N.C.E.U. della superficie di mq. 470 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 734 in data 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'area demaniale sita in comune di Ragogna (Udine) riportata nel catasto del comune censuario medesimo alla mappa n. 8, particella n. 275 e della superficie di mq. 450 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 735 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale infrastruttura D.A.T. La Casetta sito nel comune di Castelnuovo del Garda (Verona) e riportato nel comune censuario medesimo alla sezione A, foglio 2, mappali 21/B, 21/C, 22/B e 22/C, per una superficie complessiva di mq. 510 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 736 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. sito nel comune di Chiari (Brescia) e riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita n. 1, foglio 10, mappale 32 del N.C.T. ed alla partita 856, foglio 15, mappale 5003 sub 1-2 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 10810 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 737 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale ex casermetta Forcola del Braulio sito nel comune di Valdidentro (Sondrio) e riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita n. 1, foglio 11, mappale 37 del N.C.T. ed alla partita 27, foglio 11, mappale 37 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 1960 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 738 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono tiro a segno nazionale sito nel comune di Iseo (Brescia) riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita n. 1, foglio 13, mappali 134 e 193 e foglio 29, mappale 241 del N.C.T. per una superficie complessiva di mq. 1009 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 739 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. sito nel comune di Robbio Lomellina (Pavia) e riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita 3251, foglio 2, mappale 22 e alla partita 1, foglio 2, mappale 19 del N.C.T. ed alla partita 342, foglio 2, mappali 19 e 22 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 9875 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 740 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. sito nel comune di S. Miniato (Pisa) e riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita 6430, foglio 31, mappale 143 e 364 del N.C.T. ed alla partita 695, foglio 31, mappali 142 e 424 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 8510 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 741 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale ex deposito materiali da ponte sito nel comune di Boschetto (Cremona) e riportato nel catasto del comune censuario medesimo alla partita 1, foglio 6, mappali A-24 del N.C.T. ed alla partita 1004 foglio 6, mappale 24 ed alla partita 1005, foglio 6, mappale A del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 3770 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 742 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale campo di tiro a segno sito nel comune di Rovato (Brescia) e riportato nel N.C.E.U. del comune censuario medesimo alla partita 204, foglio 4, mappali 1633 e 5444 che corrispondono ai numeri 33 e 48 del foglio 2 del N.C.T.R. per una superficie complessiva di mq. 9942 - ramo Difesa esercito.

Con decreto interministeriale n. 743 datato 31 marzo 1998 è stato disposto il passaggio dalla categoria dei beni del demanio pubblico militare a quella dei beni patrimoniali dello Stato dell'immobile demaniale poligono T.S.N. sito nel comune di Monza (Milano) e riportato nel comune censuario medesimo alla partita 8348, foglio 80, particella 329 del N.C.T. ed alla partita 1/3953, foglio 80, particella 330 del N.C.E.U. per una superficie complessiva di mq. 620 - ramo Difesa esercito.

98A3412

MINISTERO DEL TESORO, DEL BILANCIO E DELLA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA

Cambi di riferimento rilevati a titolo indicativo

Cambi giornalieri di riferimento rilevati a titolo indicativo dalla Banca d'Italia ai sensi della legge 12 agosto 1993, n. 312, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 195 del 20 agosto 1993, adottabili, fra l'altro, dalle amministrazioni statali per le anticipazioni al Portafoglio dello Stato, ai sensi dell'art. 1 della legge 3 marzo 1951, n. 193.

Cambi del giorno 27 aprile 1998

Valuta	Cambio
Dollaro USA	1772,35
ECU	1953,13
Marco tedesco	988,37
Franco francese	294,76
Lira sterlina	2957,52
Fiorino olandese	878,58
Franco belga	47,875
Peseta spagnola	11,639
Corona danese	259,06
Lira irlandese	2494,94
Dracma greca	5,622
Escudo portoghese	9,645
Dollaro canadese	1232,94
Yen giapponese	13,388
Franco svizzero	1187,50
Scellino austriaco	140,47
Corona norvegese	237,28
Corona svedese	229,50
Marco finlandese	325,62
Dollaro australiano	1146,18

98A3605

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Lamictal»

Decreto N.C.R. n. 114/98 del 31 marzo 1998

Specialità medicinale: LAMICTAL nella forma e confezioni: «dispersibile»: 56 compresse 50 mg e 56 compresse 200 mg (nuova confezione di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Glaxo Wellcome S.p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Verona, via A. Fleming n. 2, codice fiscale 00212840235.

Produttore: la produzione, il controllo ed il confezionamento della specialità medicinale sopra indicata sono effettuati dalla Società The Wellcome Foundation Ltd, nello stabilimento sito in Dartford - Kent (Regno Unito);

Confezioni autorizzate: numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993:

56 compresse dispersibili da 50 mg;

A.I.C. n. 027807080 (in base 10) 0UJMC8 (in base 32);

classe: «a con applicazione della nota 67», prezzo L. 78.400, ai sensi dell'art. 36 della legge 27 dicembre 1997, n. 449;

56 compresse dispersibili da 200 mg;

A.I.C. n. 027807092 (in base 10) 0UJMCN (in base 32);

Classe: «a con applicazione della nota 67», prezzo L. 304.300, ai sensi dell'art. 36 della legge 27 dicembre 1997, n. 449.

Composizione:

una compressa dispersibile da 50 mg contiene:

principio attivo: lamotrigina 50 mg; eccipienti: carbonato di calcio, idrossipropilcellulosa a basso grado di sostituzione, silicato di magnesio e alluminio, sodio amido glicolato, povidone, saccarina sodica, aroma di ribes nero, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti);

una compressa dispersibile da 200 mg contiene: principio attivo: lamotrigina 200 mg; eccipienti: carbonato di calcio, idrossipropilcellulosa a basso grado di sostituzione, silicato di magnesio e alluminio, sodio amido glicolato, povidone, saccarina sodica, aroma di ribes nero, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: adulti e ragazzi maggiori di 12 anni: monoterapia delle crisi parziali e delle crisi tonico-cloniche generalizzate primarie o secondariamente generalizzate e trattamento aggiuntivo delle crisi parziali e delle crisi tonico-cloniche secondariamente generalizzate, nei casi non sufficientemente controllati da altri farmaci antiepilettici.

Quando è stato ottenuto il controllo dell'epilessia durante la terapia aggiuntiva, i farmaci antipilettici somministrati in concomitanza possono essere sospesi ed i pazienti possono continuare il trattamento con «Lamictal» in monoterapia.

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale soggetto a prescrizione medica (art. 4, decreto legislativo n. 539/1992).

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3428

Autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Euchessina C.M.»

Estratto decreto N.C.R. n. 132 del 14 aprile 1998

Specialità medicinale: EUCHESSINA C.M. nella forma e confezione: «scatola da 18 compresse masticabili divisibili» (nuova confezione di specialità medicinale già registrata).

Titolare A.I.C.: Società Marco Antonetto Farmaceutici p.a., con sede legale e domicilio fiscale in Torino, via Arsenale n. 29, codice fiscale n. 00525530010.

Produttore: la produzione il controllo ed il confezionamento, della specialità medicinale sopracitata, sarà effettuata dal titolare dell'A.I.C., nello stabilimento sito in Torino, via Arsenale n. 29.

Confezioni autorizzate, numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, della legge n. 537/1993: scatola da 18 compresse masticabili divisibili numero A.I.C.: 022941076 (in base 10) 0PW3DN (in base 32); classe: «C».

Classificazione ai fini della fornitura: medicinale non soggetto a prescrizione medica — medicinale da banco o di automedicazione — (art. 3, decreto legislativo n. 539/1992).

Composizione: una compressa contiene:

principio attivo: sodio picosolfato 3,5 mg (equivalenti a 3,05 mg di picosolfato);

eccipienti: mannitolo, cacao, gomma arabica, magnesio stearato (nelle quantità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: stitichezza.

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3429

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Algofen e Democortal».

Estratto provvedimento di modifica di A.I.C. n. 201

Società: Restiva S.r.l., via Valbondione, 113 - 00188 Roma.

Specialità medicinali: ALGOFEN, DERMOCORTAL.

Oggetto: provvedimento di modifica A.I.C., smaltimento scorte.

«I lotti delle confezioni delle specialità medicinale "Algofen" 12 confetti 200 mg, A.I.C. n. 023766025 e "Dermocortal" crema 0,5% tubo g 20, A.I.C. n. 025774011 prodotti anteriormente al 13 febbraio 1998, data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana del decreto n. 3/98 del 9 gennaio 1998 di cambio di titolarità, intestati al vecchio titolare, possono essere dispensati al pubblico per ulteriori centottanta giorni dalla data di pubblicazione del presente provvedimento nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana oppure, se anteriore, dal 13 agosto 1998».

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3431

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Placatus»

Estratto provvedimento di modifica di A.I.C. n. 200

Società: Restiva S.r.l., via Valbondione, 113 - 00188 Roma.

Specialità medicinali: PLACATUS.

Oggetto: provvedimento di modifica A.I.C., smaltimento scorte.

«I lotti delle confezioni delle specialità medicinale "Placatus" sciroppo 0,1% flac. 200 ml, A.I.C. n. 028626012 e gocce 1% flacone 30 ml, A.I.C. n. 028626024 prodotti anteriormente al 10 febbraio 1998, data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana del decreto n. 520/97 del 2 dicembre 1997 di cambio di titolarità, intestati al vecchio titolare, possono essere dispensati al pubblico per

ulteriori centottanta giorni dalla data di pubblicazione del presente provvedimento nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana oppure, se anteriore, dal 10 agosto 1998».

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3432

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio delle specialità medicinali per uso umano «Lucisan, Sterilix, Ribex Flu, Ribex gola, Ribex nasale, Ribex tosse, Ribexen con espettorante e Diplogel».

Estratto provvedimento di modifica di A.I.C. n. 199

Società: Restiva S.r.l., via Valbondione 113 - 00188 Roma.

Specialità medicinali: LUCISAN, STERILIX, RIBEX FLU, RIBEX GOLA, RIBEX NASALE, RIBEX TOSSE, RIBEXEN CON ESPETTORANTE E DIPLOGEL.

Oggetto: provvedimento di modifica A.I.C., smaltimento scorte.

«I lotti delle confezioni delle specialità medicinale Lucisan flac. gocce 8 ml; A.I.C. n. 025106016; Sterilix soluz. flac. 200 ml; A.I.C. n. 032222010, fazzolettini 10 bustine; A.I.C. n. 032222034; Ribex Flu 10 cpr 25 mg; A.I.C. n. 027677018; Ribex gola menta 24 cpr; A.I.C. n. 028707014, miele limone 24 cpr; A.I.C. n. 028707026, BB arancia 24 cpr; A.I.C. n. 028707038, BB fragola 24 cpr; A.I.C. n. 028707040, BB banana 24 cpr; A.I.C. n. 028707053, colluttorio 160 ml; A.I.C. n. 028707065, AD agrumi 24 cpr 1,5 mg; A.I.C. n. 028707077; Ribex nasale spray nasale 15 ml; A.I.C. n. 016308025; Ribex tosse 24 caramelle 15 mg; A.I.C. n. 020875086, gocce orali 2% 15 ml; A.I.C. n. 020875098, gocce orali 2% 25 ml; A.I.C. n. 020875100, sciroppo 0,3% 160 ml; A.I.C. n. 020875124; Ribexen con espettorante sciroppo 160 ml; A.I.C. n. 020918088, AD 10 supposte; A.I.C. n. 020918102, BB 12 supposte 020918114, lattanti 12 supposte; A.I.C. n. 020918126; Diplogel 24 cpr masticabili; A.I.C. n. 021712056, 24 bustine polvere; A.I.C. n. 021712082 prodotti anteriormente al 13 febbraio 1998, data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana del decreto n. 513/97 del 2 dicembre 1997 di cambio di titolarità, intestati al vecchio titolare, possono essere dispensati al pubblico per ulteriori centottanta giorni dalla data di pubblicazione del presente provvedimento nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana oppure, se anteriore, dal 13 agosto 1998».

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3433

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Braunol»

Estratto provvedimento di modifica di A.I.C.: n. 163 del 23 marzo 1998

Titolare A.I.C.: B. Braun Medical AG, Rueggisingerstasse 29, 6020 Emmenbrucke.

Rappresentanta in Italia da: B. Braun Surgical S.p.a., via Vincenzo da Seregno n. 14, Milano.

Specialità medicinali: BRAUNOL «sapone» soluz. flac. 1000 ml; A.I.C. n. 032151045.

Oggetto: provvedimento di modifica: modifica eccipienti - riduzione periodo di validità.

La composizione è così modificata: principio attivo: invariato.

Eccipienti: polivinilpirrolidone 4,0 g, sodio bifosfato diidrato 1,0 g, sodio idrossido 0,025-0,20 g, emiestere dell'acido isostearico-eterepoliglicolico (eliminato), alchileteresolfato sale di ammonio (eliminato), profumo aromatico (eliminato), sodio lauril-etossi solfato 25,0 g, acqua purificata q.b. a 100,0 g.

È autorizzata la modifica di riduzione del periodo di validità da trentasei mesi a diciotto mesi.

I lotti già prodotti possono essere mantenuti in commercio fino a diciotto mesi dalla data di produzione. Le confezioni che risultano prodotte da oltre diciotto mesi devono essere ritirate immediatamente dal commercio.

98A3436

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale per uso umano «Tiocosol»

Estratto decreto M.C.R. n. 102 del 23 marzo 1998

Specialità medicinale: TIOCOSOL, nelle forme e confezioni:

1 flacone sciroppo bambini da 180 g, n. A.I.C. 000878013;

1 flacone sciroppo bambini da 250 g, n. A.I.C. 000878025.

Titolare A.I.C.: Società O.F.F. Officina Farmaceutica Fiorentina r.l., con sede legale e domicilio fiscale in Viareggio (Lucca), Quartiere Varignano n. 12/14, codice fiscale n. 01187770464.

Modifiche apportate:

Confezioni in sostituzione delle confezioni:

1 flacone sciroppo bambini da 180 g, A.I.C. n. 000878013;

1 flacone sciroppo bambini da 250 g, A.I.C. n. 000878025,

sono autorizzate le confezioni:

1 flacone sciroppo bambini da 150 ml;

1 flacone sciroppo bambini da 200 ml;

numeri A.I.C. e classificazione ai sensi dell'art. 8, comma 10, legge n. 537/1993;

1 flacone sciroppo bambini da 150 ml;

numero A.I.C. 00878052 (in base 10) 00UTH4 (in base 32);

classe: «C»;

1 flacone sciroppo bambini da 200 ml;

numero A.I.C. 00878064 (in base 10) 00UTHJ (in base 32);

classe: «C».

Composizione: la composizione ora autorizzata è la seguente: 100 ml di sciroppo contengono:

principio attivo: sulfoguaiacolo 1,34 g e sodio benzoato 1,34 g;

eccipienti: sorbitolo, metile p-idrossibenzoato, aroma lampone, acqua depurata, (nelle qualità indicate nella documentazione di tecnica farmaceutica acquisita agli atti).

Indicazioni terapeutiche: terapia sintomatica delle affezioni dell'albero respiratorio accompagnate da tosse e catarro.

Classificazione ai fini della fornitura: la nuova classificazione è la seguente: medicinale non soggetto a prescrizione medica - medicinale da banco o di automedicazione (art. 3, decreto legislativo n. 539/1992);

Decorrenza di efficacia del decreto: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

I lotti già prodotti contraddistinti dai numeri A.I.C. 000878013 e 000878025 possono essere mantenuti in commercio fino alla data di scadenza indicata in etichetta.

98A3437

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Approvazione dello statuto e del regolamento della Cassa di previdenza ed assistenza a favore degli infermieri professionali, assistenti sanitari, vigilatrici d'infanzia (IPASVI).

Con decreto interministeriale 24 marzo 1998 sono stati approvati, con condizioni, lo statuto e il regolamento della Cassa di previdenza ed assistenza a favore degli infermieri professionali, assistenti sanitari, vigilatrici d'infanzia (IPASVI), ai sensi dell'art. 6, comma 5, del decreto legislativo 10 febbraio 1996, n. 103.

98A3413

Approvazione delle delibere adottate dal Collegio nazionale dei periti agrari, dal Collegio nazionale degli agrotecnici e dall'ENPAIA nonché del nuovo statuto dell'ENPAIA e dei regolamenti delle gestioni separate.

Con decreto interministeriale 25 marzo 1998 sono stati approvati le delibere di inclusione delle categorie dei periti agrari, e degli agrotecnici che esercitano attività autonoma di libera professione nella forma di previdenza obbligatoria attuata dall'ENPAIA, la delibera di assenso dell'ENPAIA nonché il nuovo statuto dell'ENPAIA e dei regolamenti delle gestioni separate, ai sensi degli articoli 3, comma 1, lettera *c)* e 7, comma 1, del decreto legislativo n. 103/1996.

98A3414

Revoca degli amministratori e dei sindaci della società cooperativa edilizia «Elios», in Maiori e nomina del commissario governativo.

Con decreto ministeriale 2 aprile 1998 ai sensi dell'art. 2543 del codice civile sono stati revocati gli amministratori ed i sindaci della società cooperativa edilizia «Elios», con sede in Maiori (Salerno) costituita il 12 novembre 1978 per rogito notaio dott. Antonio Pisani ed è nominato commissario governativo, per un periodo di dodici mesi il dott. Adolfo Bittarelli nato a Napoli il 14 aprile 1960.

98A3417

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Applicazione del diritto di prelievo sul contingente gasolio per autotrazione nella zona franca di Udine

Con decreto ministeriale 8 aprile 1998 la Camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Udine è autorizzata ad applicare sul contingente gasolio, di cui al n. 14 della tabella «A» allegata alla legge 27 dicembre 1975, n. 700 un diritto di prelievo nella misura di lire 100/lt.

98A3415

Revoca dell'autorizzazione concessa alla «LEP Albarelli S.p.a.» ad esercitare un magazzino generale sito in Como

Con decreto ministeriale 13 marzo 1998 l'autorizzazione concessa alla «LEP Albarelli S.p.a.», con sede in Verona, via Germania, 21, ad esercitare un magazzino generale sito in Como-Ponte Chiasso, via Oldelli, 14, è stata revocata per trasferimento di attività.

98A3416

Elevazione del deposito cauzionale della Cogefrin S.p.a. in Castelmaggiore

Con decreto ministeriale 13 marzo 1998 è stato elevato a lire 50 milioni il deposito cauzionale della «Cogefrin S.p.a.», con sede in Castel Maggiore (Bologna), via G. Di Vittorio, 21/c.

98A3466

MINISTERO PER LE POLITICHE AGRICOLE

Parere del Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini inerente la richiesta di modifica del disciplinare di produzione dei vini ad indicazione geografica tipica «Umbria».

Il Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini, istituito a norma dell'art. 17 della legge 10 febbraio 1992, n. 164.

Esaminata la richiesta presentata dal Consorzio Vitivinicolo di Perugia, fatta propria dalla regione Umbria, tendente ad ottenere la modifica del comma terzo dell'art. 4 del disciplinare di produzione dei vini ad indicazione geografica tipica «Umbria»;

Visto il parere favorevole espresso in data 26 gennaio 1998 alla Regione Umbria sulla citata richiesta;

Viste le risultanze della riunione tecnica svoltasi il giorno 23 marzo 1998 alla quale hanno partecipato la Commissione delegata dal Comitato predetto per la regione Umbria e il rappresentante della regione Umbria;

Valutate le motivazioni fornite a sostegno della modifica richiesta;

Ha espresso parere favorevole al suo accoglimento proponendo ai fini dell'emanazione del relativo decreto ministeriale, la proposta di modifica del disciplinare di produzione nel testo di cui appresso.

Le eventuali istanze e controdeduzioni ai suddetti parere e proposta dovranno, nel rispetto della disciplina fissata dal decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 642 «Disciplina dell'imposta di bollo» e successive modifiche, essere inviate al Ministero per le politiche agricole - Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini, via Sallustiana 10 - 00187 Roma, entro sessanta giorni dalla data della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

Proposta di modifica dell'art. 4, comma terzo del disciplinare di produzione dei vini ad indicazione geografica tipica «Umbria».

Il comma terzo dell'art. 4 del disciplinare di produzione dei vini ad indicazione geografica tipica «Umbria» è sostituito per intero dal testo seguente:

«Le uve destinate alla produzione dei vini ad indicazione geografica tipica "Umbria", seguita o meno dal riferimento al nome del vitigno, devono assicurare ai vini un titolo alcolometrico volumico naturale minimo di 9,5 % vol. per quelle a bacca rossa e 9,0% vol. per quelle a bacca bianca».

98A3465

Parere integrativo del Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini relativo alla domanda di riconoscimento della denominazione di origine controllata per i vini «Molise» o «del Molise».

Il Comitato nazionale per la tutela e la valorizzazione delle denominazioni di origine e delle indicazioni geografiche tipiche dei vini, istituito a norma dell'art. 17 della legge 10 febbraio 1992, n. 164.

Esaminate le istanze e le controdeduzioni, pervenute nei termini e nelle forme di rito, presentate dalla regione Abruzzo - Giunta regionale, dal Consorzio del Vino Nobile di Montepulciano e da alcune cantine sociali operanti nel territorio della regione Molise, relative al parere espresso dal Comitato predetto sulla domanda di riconoscimento della denominazione di origine controllata «Molise» o «del

Molise» per i vini prodotti nella regione Molise e alla proposta di disciplinare di produzione di detti vini, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 35 del 12 febbraio 1998;

Considerato che le stesse hanno per oggetto la legittimità e l'opportunità di consentire il riferimento al vitigno Montepulciano nella designazione e presentazione dei vini a denominazione di origine controllata «Molise» o «del Molise»;

Preso atto dell'avviso espresso dal dirigente capo della Sezione amministrativa del Comitato medesimo sulle istanze e controdeduzioni sopra indicate;

Ritenuto di dover escludere il lamentato pericolo di confusione per i consumatori tra la dicitura «Vino Nobile di Montepulciano», relativa all'omonimo vino a denominazione di origine controllata e garantita, la dicitura «Montepulciano d'Abruzzo», relativa all'omonimo vino a denominazione di origine controllata, e quella in corso di riconoscimento «Molise» con la possibilità di fare riferimento al nome del vitigno Montepulciano, stante la notorietà assai antica dei vini citati;

Ritenuto inammissibile in linea di principio la rinuncia all'uso del riferimento alla denominazione tradizionale di vitigno Montepulciano per i vini a denominazione di origine controllata «Molise» così come avviene per i vini prodotti nel territorio della regione Abruzzo, riconosciuti a denominazione di origine controllata «Montepulciano d'Abruzzo»;

Considerato altresì che già in altri casi nell'Unione europea si ammette di fatto che l'uso del riferimento al nome di alcuni vitigni sia consentito, benché identico a nomi geografici, e che anche nel caso in esame debba essere richiesta, al fine di risolvere in via definitiva la questione sorta, la specifica deroga comunitaria per i soli vini Montepulciano d'Abruzzo e del Molise;

Ha respinto, con le motivazioni sopra riportate, le istanze e controdeduzioni predette, mantenendo fermi proposta e pareri pubblicati nella citata *Gazzetta Ufficiale* n. 35 del 12 febbraio 1998.

98A3497

UNIVERSITÀ DI CATANIA

Riapertura dei termini della vacanza di un posto di professore universitario di ruolo di prima fascia da coprire mediante trasferimento.

Ai sensi e per gli effetti degli articoli 65, 66 e 93 del testo unico sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, della legge 24 dicembre 1993, n. 537, art. 5, comma 9, si comunica che presso la facoltà di giurisprudenza dell'Università di Catania, facendo riferimento all'avviso di vacanza pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 119 del 24 maggio 1997 già pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 298 del 21 dicembre 1993, sono riaperti i termini per la copertura mediante trasferimento di un posto di professore universitario di ruolo di prima fascia appresso indicato:

Istituzioni di diritto penale.

Gli aspiranti al trasferimento al posto anzidetto dovranno presentare la propria domanda direttamente al preside della facoltà interessata, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

98A3464

RETTIFICHE

AVVERTENZA. — L'**avviso di rettifica** dà notizia dell'avvenuta correzione di errori materiali contenuti nell'originale o nella copia del provvedimento inviato per la pubblicazione alla *Gazzetta Ufficiale*. L'**errata-corrige** rimedia, invece, ad errori verificatisi nella stampa del provvedimento sulla *Gazzetta Ufficiale*. I relativi comunicati sono pubblicati ai sensi dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1985, n. 1092, e degli articoli 14, 15 e 18 del decreto del Presidente della Repubblica 14 marzo 1986, n. 217.

ERRATA-CORRIGE

Comunicato relativo al decreto del Presidente della Repubblica 23 dicembre 1997, n. 116, concernente: «Regolamento recante norme per l'organizzazione ed il funzionamento del Centro tecnico per l'assistenza ai soggetti che utilizzano la rete unitaria della pubblica amministrazione, a norma dell'articolo 17, comma 19, della legge 15 maggio 1997, n. 127». (Decreto pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 96 del 27 aprile 1998).

Il numero progressivo di inserzione nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica, assegnato al decreto presidenziale suindicato, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* sopra citata, sia alla pag. 1 del «Sommario», sia alla pag. 7, prima colonna, invece di «n. *116*» dell'annata 1998, deve leggersi: «n. *522*» dell'annata 1997, pertanto, gli estremi di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e di inserzione nella Raccolta ufficiale del decreto medesimo sono i seguenti: «Decreto del Presidente della Repubblica 23 dicembre 1997, n. *522*».

98A3606

Comunicato relativo al decreto del Ministro del lavoro e della previdenza sociale 23 dicembre 1997 concernente: «Individuazione delle aree che presentano rilevante squilibrio tra domanda e offerta di lavoro». (Decreto pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 23 del 29 gennaio 1998).

Nell'allegato al decreto citato in epigrafe, riportato nella suindicata *Gazzetta Ufficiale,* a pag. 28, seconda colonna, nella regione Veneto, dove è riportato: «Circoscrizione di *Legnano* - provincia di Verona.», leggasi: «Circoscrizione di *Legnago* - provincia di Verona.»; inoltre, a pag. 29, prima colonna, nella regione Emilia-Romagna, dove sono riportati i comuni della provincia di Piacenza, al primo rigo, dove è scritto: «*Grossolengo;*» leggasi: «*Gossolengo;*».

98A3468

Comunicato relativo all'estratto del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato concernente: «Decorrenza dell'autorizzazione all'esercizio dell'attività fiduciaria e di organizzazione e revisione contabile di azienda rilasciata alla società Assoconsult, in Roma». (Estratto pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 88 del 16 aprile 1998).

Nel titolo dell'estratto citato in epigrafe, riportato sia a pag. 3, prima colonna del sommario, che a pag. 77, prima colonna, della suindicata *Gazzetta Ufficiale,* dove è scritto: «*Decorrenza* dell'autorizzazione all'esercizio dell'attività fiduciaria...», leggasi: «*Decadenza* dell'autorizzazione all'esercizio dell'attività fiduciaria ...».

98A3467

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:

— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;

— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1998

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1998
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1998 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1998

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI

Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari:
- annuale ... L. 484.000
- semestrale ... L. 275.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ... L. 396.000
- semestrale ... L. 220.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:
- annuale ... L. 110.000
- semestrale ... L. 66.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ... L. 102.000
- semestrale ... L. 66.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ... L. 260.000
- semestrale ... L. 143.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ... L. 101.000
- semestrale ... L. 65.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ... L. 254.000
- semestrale ... L. 138.000

Tipo F - *Completo*. Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):
- annuale ... L. 1.045.000
- semestrale ... L. 565.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):
- annuale ... L. 935.000
- semestrale ... L. 495.000

Integrando con la somma di **L. 150.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1998.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	154.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	100.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1998
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	451.000
Abbonamento semestrale	L.	270.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate *arretrate, compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189